

# RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022

Septembre 2022





# RAPPORT STATISTIQUE SUR LES TRAVAUX DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2021-2022

Septembre 2022



Publié par la Direction des commissions parlementaires  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722  
Sans frais : 1 866 337-8837

Courriel : [commissions@assnat.qc.ca](mailto:commissions@assnat.qc.ca)

Ce document est mis en ligne dans la section « [Travaux parlementaires](#) » du site Internet de l'Assemblée nationale.

**Note au lecteur :** *Tous les pourcentages présentés dans les tableaux de ce rapport ont été arrondis à la décimale près. Par conséquent, il est possible que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100 %. Pour faciliter la présentation des résultats, il a toutefois été décidé de toujours indiquer une somme de 100 %.*

ISBN (Imprimé) : 978-2-550-92854-6  
ISBN (PDF) : 978-2-550-92855-3

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec – 2022

# Table des matières

---

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>1</b>
<b>FAITS SAILLANTS</b>	<b>2</b>
<b>PORTRAIT GLOBAL</b>	<b>3</b>
Mandats, séances et heures	3
Séances virtuelles	12
<b>ÉTUDE DES PROJETS DE LOI</b>	<b>14</b>
<b>CONSULTATIONS ET AUDITIONS</b>	<b>19</b>
<b>PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE</b>	<b>26</b>
<b>CONTRÔLE PARLEMENTAIRE</b>	<b>29</b>
Reddition de comptes dans les commissions sectorielles	29
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique	30
<b>RAPPORTS DES COMMISSIONS</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE I. TABLEAUX 20, 21 ET 22</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE II. FICHES DÉTAILLÉES DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS</b>	<b>36</b>
Commission de l'administration publique	37
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	38
Commission de l'aménagement du territoire	40
Commission de la culture et de l'éducation	42
Commission de l'économie et du travail	46
Commission des finances publiques	49
Commission des institutions	52
Commission des relations avec les citoyens	55
Commission de la santé et des services sociaux	58
Commission des transports et de l'environnement	60
Commission spéciale sur l'évolution de la <i>Loi concernant les soins de fin de vie</i>	64

# Liste des tableaux et des figures

## TABLEAUX

---

Tableau 01 - Nombre de séances et d'heures, par commission .....	3
Tableau 02 - Nombre de séances et d'heures selon les types de séances, par commission .....	5
Tableau 03 - Nombre de réunions et d'heures de comités directeurs, par commission.....	6
Tableau 04 - Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission .....	8
Tableau 05 - Nombre de séances selon les types de mandats, par commission .....	9
Tableau 06 - Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission.....	9
Tableau 07 - Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités.....	10
Tableau 08 - Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission .....	12
Tableau 09 - Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission .....	13
Tableau 10 - Nombre de réunions et d'heures de comités directeurs en mode complètement virtuel, par commission .....	13
Tableau 11 - Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission.....	16
Tableau 12 - Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	18
Tableau 13 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission.....	20
Tableau 14 - Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission .....	21
Tableau 15 - Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission.....	21
Tableau 16 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission .....	24
Tableau 17 - Activités de contrôle parlementaire.....	29
Tableau 18 - Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique.....	30
Tableau 19 - Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations.....	32
Tableau 20 - Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission .....	33
Tableau 21 - Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission.....	34
Tableau 22 - Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission.....	35

## FIGURES

---

Figure 01 - Nombre de séances et d'heures, par année.....	4
Figure 02 - Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière .....	15
Figure 03 - Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats, par année.....	17
Figure 04 - Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année.....	18
Figure 05 - Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année .....	22
Figure 06 - Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année .....	23
Figure 07 - Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année .....	25
Figure 08 - Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année.....	27
Figure 09 - Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année .....	28

# Avant-propos

Une commission parlementaire est un groupe de travail composé d'un nombre restreint de députés et chargé d'examiner toute question relevant de sa compétence ainsi que d'exécuter les mandats que l'Assemblée lui confie. Ce rapport, produit par la Direction des commissions parlementaires (DCP), présente un portrait statistique des activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022.

**Le rapport rend compte des travaux des 11 commissions permanentes :**

Rôle horizontal		Commission de l'Assemblée nationale <sup>1</sup>
		Commission de l'administration publique
Sectorielles		Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
		Commission de l'aménagement du territoire
		Commission de la culture et de l'éducation
		Commission de l'économie et du travail
		Commission des finances publiques
		Commission des institutions
		Commission des relations avec les citoyens
		Commission de la santé et des services sociaux
		Commission des transports et de l'environnement

Commission spéciale  
SUR L'ÉVOLUTION  
DE LA LOI CONCERNANT  
LES SOINS DE FIN DE VIE



À ces commissions permanentes s'ajoute la Commission spéciale sur l'évolution de la *Loi concernant les soins de fin de vie* ([CSSFV](#)), créée en vertu d'une motion adoptée le 31 mars 2021 par l'Assemblée nationale. Au cours de la dernière année, la CSSFV a tenu des consultations particulières et des auditions publiques et a ensuite déposé son rapport. Ayant terminé son mandat, elle s'est dissoute.

Neuf des commissions permanentes sont qualifiées de «sectorielles» en raison de leur spécialisation dans un domaine de l'activité gouvernementale. Les deux autres commissions ont un rôle «horizontal», compte tenu de leur champ de compétence élargi.

Les activités des commissions exigent du personnel de la DCP un important travail de préparation, d'organisation et de suivi. Ce travail est toutefois réalisé en collaboration avec toutes les directions de l'Assemblée, dont l'apport est essentiel au bon déroulement des travaux des commissions parlementaires.

<sup>1</sup> Cette commission n'est toutefois pas incluse dans les statistiques contenues dans le présent rapport, excepté pour celles concernant les réunions de comité directeur, puisqu'elle n'a pas tenu de séance au cours de la dernière année.

# Faits saillants

## PORTRAIT GLOBAL

470 séances des commissions ont été tenues en 2021-2022, dont 372 séances publiques et 98 séances de travail, représentant près de 1 557 heures. Les comités directeurs se sont réunis à 70 reprises.

## SÉANCES VIRTUELLES

69 séances parmi celles tenues en 2021-2022 étaient complètement virtuelles, dont 28 séances publiques et 41 séances de travail, représentant près de 173 heures. 52 réunions de comité directeur étaient complètement virtuelles.

## MANDATS

110 mandats ont été réalisés en 2021-2022. 80 % des mandats réalisés étaient confiés par l'Assemblée (étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, des crédits budgétaires et de toute autre matière), représentant 76 % des séances et 92 % des heures des commissions.

## ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Ce mandat s'est déroulé du 27 avril au 6 mai 2021 et a nécessité 34 séances et près de 100 heures. Il s'agit deuxième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit de moitié.

## ÉTUDE DES PROJETS DE LOI

42 projets de loi publics et 8 projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés en commission parlementaire en 2021-2022. 302 séances et près de 1 245 heures y ont été consacrées, ce qui représente 80 % de l'ensemble des heures effectuées par les commissions. Cette proportion des heures consacrées à l'étude des projets de loi se maintient à un sommet en dix ans, atteint pour la première fois en 2020-2021.

## CONSULTATIONS ET AUDITIONS

48 mandats de consultations et d'auditions ont été réalisés en 2021-2022. 103 séances et près de 405 heures y ont été consacrées, dont la majorité a porté sur des projets de loi publics. 489 témoins ont été entendus et 646 mémoires ont été reçus, valeurs s'inscrivant dans la moyenne décennale.

## PARTICIPATION CITOYENNE EN LIGNE

13 488 commentaires en ligne ont été reçus en 2021-2022 concernant les différents mandats des commissions, un nouveau sommet en dix ans. 1 consultation en ligne menée pour laquelle 3 421 réponses ont été reçues.

## CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

8,5 % du temps en commission a été consacré aux activités de contrôle parlementaire. 2 auditions de reddition de comptes ont été tenues à la CAP. L'analyse du rapport annuel de 18 ministères et organismes a été réalisée.

## RAPPORTS DES COMMISSIONS

3 rapports ont été produits en 2021-2022 contenant des observations, des conclusions ainsi que 21 recommandations.

## COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Elle a été créée en vertu d'une motion adoptée le 31 mars 2021 par l'Assemblée nationale. Elle a procédé à 14 séances d'auditions d'un total de 77 témoins et a déposé son rapport le 8 décembre 2021. Elle s'est ensuite dissoute.

# Portrait global

## Mandats, séances et heures

Au cours de l'année 2021-2022, qui constituait la dernière année financière complète de la 42<sup>e</sup> législature, les commissions ont tenu un total de 470 séances, représentant près de 1557 heures (**tableau 1**). Une séance correspond généralement à une journée durant laquelle une commission se réunit sur un mandat, souvent en plusieurs parties. Une commission peut toutefois tenir plusieurs séances au cours d'une même journée si celles-ci portent sur des mandats différents.

La CET et la CCE se sont réunies durant le plus grand nombre d'heures parmi les commissions, avec plus de 200 heures chacune. Ce sont ces mêmes commissions qui se sont réunies le plus souvent, avec respectivement 62 et 59 séances.

**Tableau 01**

**Nombre de séances et d'heures, par commission<sup>†</sup>**

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAP	9	1,9	14:29	0,9
CAPERNE	21	4,5	72:44	4,7
CAT	36	7,7	118:22	7,6
CCE	59	12,6	201:52	13
CET	62	13,2	242:08	15,6
CFP	42	8,9	137:21	8,8
CI	52	11,1	176:21	11,3
CRC	46	9,8	162:51	10,5
CSSFV	54	11,5	124:40	8
CSSS	37	7,9	125:54	8,1
CTE	52	11,1	180:05	11,6
<b>Total</b>	<b>470</b>	<b>100</b>	<b>1 556:47</b>	<b>100</b>

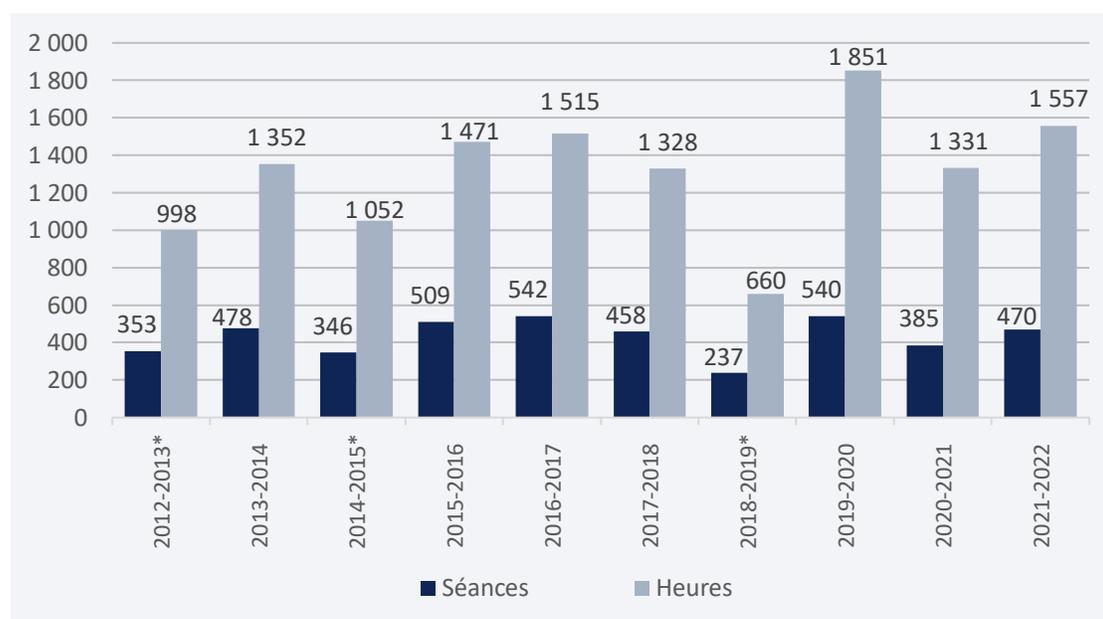
<sup>†</sup> Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos, s'il y a lieu, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 3**).

Au cours des dix dernières années, les commissions ont tenu en moyenne 432 séances représentant environ 1312 heures chaque année (**figure 1**). On constate toutefois un niveau d'activité des commissions plus faible les années où se sont tenues des élections générales (octobre 2012, mai 2014 et octobre 2018).

Alors que l'année 2019-2020 constituait un nouveau sommet en ce qui a trait au nombre d'heures durant lesquelles les commissions ont siégé et que l'année 2020-2021 représentait

une année plutôt dans la moyenne de la dernière décennie, l'année 2021-2022, quant à elle, se situe au-dessus de la moyenne décennale pour le nombre de séances ainsi que pour le nombre d'heures. Cette dernière année fût principalement marquée par une prorogation de la première session de la 42<sup>e</sup> législature ainsi que par la pandémie de la COVID-19 qui continuait d'affecter le déroulement des travaux parlementaires. En ce sens, plusieurs motions concernant l'organisation des travaux parlementaires ont été adoptées par l'Assemblée nationale au cours de la dernière année afin de prévoir certaines modifications à la procédure parlementaire habituelle dans le contexte de la pandémie et dans le but d'assurer la participation du plus grand nombre de parlementaires possible aux travaux.

**Figure 01**  
**Nombre de séances et d'heures, par année**



\* Années d'élections générales

Les commissions réalisent leurs mandats en se réunissant en séances publiques ou en séances de travail. La séance publique constitue la règle générale. Les séances publiques sont ouvertes à la population et aux membres de la *Tribune de la presse*. Les délibérations de ces séances sont webdiffusées et retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté sur le site Internet de l'Assemblée nationale. La séance de travail, quant à elle, est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Les débats ne sont pas retranscrits au *Journal des débats*. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

Généralement, comme l'indique le **tableau 2**, les commissions se réunissent principalement en séances publiques (79,1 % des séances et 94,9 % des heures).

La CAP compte habituellement plus de séances de travail que les autres commissions permanentes, puisqu'elle se réunit en séance de travail avant et après chaque audition publique qu'elle tient. En 2021-2022, la CCE est toutefois la commission permanente qui s'est réunie le

plus souvent en séance de travail, soit à 11 reprises. La CAP demeure tout de même la commission permanente qui s’est réunie le plus en séance de travail en nombre d’heures (plus de neuf heures). Parmi l’ensemble des commissions, permanentes et spéciales, la CSSFV est celle qui s’est le plus réunie en séance de travail, avec 40 séances correspondant à un total de plus de 50 heures.

**Tableau 02**

**Nombre de séances et d’heures selon les types de séances, par commission**

Commissions	Séances			Heures		
	Publiques	Travail*	Total	Publiques	Travail*	Total
CAP	2	7	9	4:57	9:32	14:29
CAPERNE	19	2	21	72:15	0:29	72:44
CAT	32	4	36	116:35	1:47	118:22
CCE	48	11	59	197:44	4:08	201:52
CET	56	6	62	239:45	2:23	242:08
CFP	40	2	42	136:25	0:56	137:21
CI	45	7	52	173:34	2:47	176:21
CRC	41	5	46	161:01	1:50	162:51
CSSFV	14	40	54	74:31	50:09	124:40
CSSS	31	6	37	123:33	2:21	125:54
CTE	44	8	52	176:45	3:20	180:05
<b>Total</b>	<b>372</b>	<b>98</b>	<b>470</b>	<b>1 477:05</b>	<b>79:42</b>	<b>1 556:47</b>
<b>%</b>	<b>79,1</b>	<b>20,9</b>	<b>100</b>	<b>94,9</b>	<b>5,1</b>	<b>100</b>

\* La catégorie «Travail» inclut toutes les séances de travail et ne comprend pas les réunions des comités directeurs des commissions (voir le **tableau 3**).

Chacune des commissions dispose d’un comité directeur composé de la présidence, de la vice-présidence et du secrétariat. Ce comité voit à l’administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Au cours de l’année 2021-2022, les comités directeurs se sont réunis à 70 reprises, pour plus de 80 heures (**tableau 3**). En excluant celui de la CAN, les comités directeurs de la CSSFV et de la CAP se sont les plus souvent réunis, surtout pour organiser leurs travaux.

Le comité directeur de la CAN<sup>2</sup>, quant à lui, s’est réuni à quatorze reprises, notamment afin de statuer sur la désignation à la vice-présidence de certaines commissions, sur des demandes de changements à la composition de certaines commissions et pour approuver des modifications à la liste de présidence de séance. Ces réunions se sont toutefois déroulées par messagerie électronique, ce qui explique l’absence d’heures de réunion.

<sup>2</sup> La CAN a un rôle et un mode de fonctionnement différents des commissions sectorielles. En vertu de l’article 116 du Règlement de l’Assemblée nationale, cette commission établit le Règlement de l’Assemblée et ses règles de fonctionnement. Elle coordonne aussi les travaux des autres commissions, autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l’extérieur des édifices de l’Assemblée et s’occupe de toute matière qui n’a pas été spécialement confiée à une autre commission.

**Tableau 03**

**Nombre de réunions et d'heures de comités directeurs, par commission**

Commissions	Réunions	%	Heures	%
CAN	14	20	0:00	0
CAP	6	8,6	5:43	7,1
CAPERNE	0	0	0:00	0
CAT	0	0	0:00	0
CCE	1	1,4	2:00	2,5
CET	0	0	0:00	0
CFP	0	0	0:00	0
CI	1	1,4	0:25	0,5
CRC	0	0	0:00	0
CSSFV	46	65,7	71:22	89
CSSS	0	0	0:00	0
CTE	2	2,9	0:42	0,9
<b>Total</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>80:12</b>	<b>100</b>

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 31 mars 2022, 110 mandats<sup>3</sup> différents ont fait l'objet d'au moins une séance des commissions (**tableau 4**), que ce soit en séance publique ou en séance de travail. Les mandats peuvent être confiés à une commission par l'Assemblée, ou encore être réalisés à l'initiative de la commission elle-même. Certains mandats sont prévus au Règlement de l'Assemblée, alors que d'autres sont conférés par une loi (voir encadrés ci-bas).

**Types de mandats réalisés par les commissions parlementaires**

**Les mandats confiés par l'Assemblée :** Ce type de mandats comprend l'étude des projets de loi publics et des projets de loi d'intérêt privé, l'étude des crédits budgétaires ainsi que l'étude de toute autre matière confiée par l'Assemblée.

**Les mandats prévus au Règlement de l'Assemblée :** Les mandats de ce type incluent notamment l'interpellation et les élections à la présidence et à la vice-présidence des commissions. Cette catégorie inclut également les mandats confiés à une commission en particulier, comme les mandats de reddition de comptes à la CAP, la poursuite du débat sur le discours du budget et l'étude de la politique budgétaire du gouvernement à la CFP ainsi que l'audition d'Élections Québec et du Protecteur du citoyen à la CI.

<sup>3</sup> Par mandats, on entend les activités réalisées par les commissions.

**Les mandats conférés par une loi :** Certaines lois en vigueur au Québec confient à des commissions des mandats variés : étude de rapports annuels ou périodiques, examen de la mise en œuvre d'une loi, étude de règlement ou audition des dirigeants d'un organisme public.

**Les mandats d'initiative :** Conformément à l'article 120 du Règlement de l'Assemblée, les commissions peuvent étudier, de leur propre initiative, les projets de règlement ou les règlements du gouvernement, les orientations, les activités et la gestion administrative des ministères ou des organismes publics, les pétitions déposées à l'Assemblée ainsi que toute autre matière d'intérêt public. Ces mandats doivent être adoptés à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

Des 110 mandats réalisés en 2021-2022, 80 % (88 mandats) ont été confiés par l'Assemblée (**tableau 4**). Comme précisé dans l'encadré ci-haut, nous retrouvons notamment dans cette catégorie l'étude des projets de loi, sous la forme de consultations publiques et d'études détaillées. Les mandats confiés par l'Assemblée ont également occupé la majorité du temps passé en commission parlementaire si l'on considère le nombre de séances (76 %; **tableau 5**) et d'heures (92 %; **tableau 6**).

Parmi l'ensemble des commissions, la CFP suivie de la CI ont réalisé le plus de mandats au total, tous types confondus, avec respectivement 22 et 15 mandats.

**Tableau 04**

**Nombre de mandats selon les types de mandats, par commission<sup>†</sup>**

Commissions	Types de mandats				Total*	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative		
CAP	0	5 <sup>§</sup>	0	0	5	4,5
CAPERNE	7	1	0	0	8	7,3
CAT	10	0	0	0	10	9,1
CCE	9	1	0	0	10	9,1
CET	9	1	0	0	10	9,1
CFP	17	5	0	0	22	20
CI	13	0	2	0	15	13,6
CRC	7	1	0	0	8	7,3
CSSFV	1	0	0	0	1	0,9
CSSS	8	2	0	0	10	9,1
CTE	7	4	0	0	11	10
<b>Total</b>	<b>88</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>80</b>	<b>18,2</b>	<b>1,8</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	

<sup>†</sup> Ce tableau présente le nombre de mandats pour lesquels au moins une séance publique ou une séance de travail a été tenue au cours de la période. Le mandat peut avoir commencé au cours de l'année précédente ou ne pas être terminé au 31 mars 2022.

\* Dans le cas où une commission réaliserait un « double ou un triple mandat », le mandat serait comptabilisé à deux ou trois reprises. Si, par exemple, l'Assemblée ordonnait à une commission d'exécuter un mandat déjà conféré par une loi, ce mandat serait comptabilisé à la fois sous « Mandats confiés par l'Assemblée » et sous « Mandats conférés par une loi ». À noter toutefois que le nombre de séances et d'heures ne serait calculé que dans une seule de ces deux catégories (**tableaux 5 et 6**).

<sup>§</sup> En 2021-2022, la CAP a réalisé un « mandat double » ainsi qu'un « mandat triple » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II).

**Tableau 05**

*Nombre de séances selon les types de mandats, par commission*

Commissions	Types de mandats					Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAP	0	6	0	0	3	9	1,9
CAPERNE	18	1	0	0	2	21	4,5
CAT	32	0	0	0	4	36	7,7
CCE	47	1	0	0	11	59	12,6
CET	55	1	0	0	6	62	13,2
CFP	33	8	0	0	1	42	8,9
CI	44	0	2	0	6	52	11,1
CRC	40	1	0	0	5	46	9,8
CSSFV	20	0	0	0	34	54	11,5
CSSS	29	2	0	0	6	37	7,9
CTE	40	4	0	0	8	52	11,1
<b>Total</b>	<b>358</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>86</b>	<b>470</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>76,2</b>	<b>5,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0</b>	<b>18,3</b>	<b>100</b>	

\* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

**Tableau 06**

*Nombre d'heures selon les types de mandats, par commission*

Commissions	Types de mandats					Total	%
	Confiés par l'Assemblée	Prévus au Règlement	Conférés par une loi	Initiative	Organisation générale*		
CAP	0:00	8:27	0:00	0:00	6:02	14:29	0,9
CAPERNE	70:15	2:00	0:00	0:00	0:29	72:44	4,7
CAT	116:35	0:00	0:00	0:00	1:47	118:22	7,6
CCE	195:44	2:00	0:00	0:00	4:08	201:52	13
CET	237:44	2:01	0:00	0:00	2:23	242:08	15,6
CFP	116:53	20:02	0:00	0:00	0:26	137:21	8,8
CI	172:43	0:00	1:52	0:00	1:46	176:21	11,3
CRC	159:01	2:00	0:00	0:00	1:50	162:51	10,5
CSSFV	76:12	0:00	0:00	0:00	48:28	124:40	8
CSSS	119:32	4:01	0:00	0:00	2:21	125:54	8,1
CTE	168:50	7:55	0:00	0:00	3:20	180:05	11,6
<b>Total</b>	<b>1 433:29</b>	<b>48:26</b>	<b>1:52</b>	<b>0:00</b>	<b>73:00</b>	<b>1 556:47</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>92,1</b>	<b>3,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0</b>	<b>4,7</b>	<b>100</b>	

\* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats approprié.

L'étude des projets de loi, catégorie qui regroupe tant les consultations publiques que les études détaillées, est l'activité qui a occupé le plus les commissions au cours de l'année 2021-2022. L'étude des projets de loi publics, en particulier, a généré 292 séances et près de 1 230 heures de travaux, ce qui représente respectivement 62,1 % et 79 % de l'ensemble des séances et des heures effectuées par les commissions (**tableau 7**).

**Tableau 07**

**Nombre de mandats, de séances et d'heures consacrés aux différents types d'activités<sup>†</sup>**

Activités	Mandats	%	Séances	%	Heures	%
<b>Mandats confiés par l'Assemblée</b>						
Projets de loi publics	69	62,7	292	62,1	1229:36	79
Projets de loi d'intérêt privé	8	7,3	10	2,1	15:03	1
Crédits budgétaires	9	8,2	34	7,2	99:24	6,4
Étude de toute autre matière	2	1,8	22	4,7	89:26	5,7
<b>Mandats prévus au Règlement</b>						
Élections à la présidence et à la vice-présidence	0	0	0	0	0:00	0
Interpellations	12	10,9	12	2,6	23:59	1,5
Autres	8	7,3	12	2,6	24:27	1,6
<b>Mandats conférés par une loi</b>						
	2	1,8	2	0,4	1:52	0,1
<b>Mandats d'initiative</b>						
Étude de règlements	0	0	0	0	0:00	0
Surveillance d'organismes et reddition de comptes	0	0	0	0	0:00	0
Étude de pétitions	0	0	0	0	0:00	0
Étude de toute autre matière d'intérêt public	0	0	0	0	0:00	0
<b>Organisation générale*</b>						
	-	-	86	18,3	73:00	4,7
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>100</b>	<b>470</b>	<b>100</b>	<b>1 556:47</b>	<b>100</b>

<sup>†</sup> La ventilation par commission du nombre de mandats, de séances et d'heures consacrées aux différents types d'activités se retrouve dans les **tableaux 20 à 22** à l'Annexe I.

\* La catégorie « Organisation générale » inclut les séances de travail d'organisation générale des travaux des commissions, ainsi que celles concernant l'organisation de plus d'un mandat ou encore celles portant sur la possibilité de se saisir d'un nouveau mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique ont été comptées sous le type de mandats et d'activités approprié.

Parmi les autres mandats confiés par l'Assemblée, l'étude des crédits budgétaires<sup>4</sup>, qui s'est déroulée du 27 avril au 6 mai 2021, a duré plus de 99 heures. Il s'agissait du deuxième exercice consécutif pour lequel le temps consacré à ce mandat était réduit de moitié, le temps prévu pour ce mandat étant habituellement de 200 heures selon le Règlement de l'Assemblée. Selon ce format écourté, seuls les députés de l'opposition ont questionné les ministres sur la gestion de leur portefeuille ministériel. En lien avec la pandémie de la COVID-19, la CSSS s'est vu confier par l'Assemblée le mandat de consultations particulières et d'auditions publiques sur la vaccination obligatoire contre la COVID-19 du personnel soignant du réseau de la santé et d'autres catégories de travailleurs qui sont en contact prolongé avec les citoyens. La Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie a aussi été créée, le 31 mars 2021, en vertu d'une motion adoptée par l'Assemblée nationale. Elle avait pour mandat d'étudier les enjeux reliés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Au cours de la dernière année, elle a tenu des consultations particulières et des auditions publiques, et a ensuite déposé son rapport le 8 décembre 2021. Ayant terminé son mandat, elle s'est dissoute.

Du côté des mandats prévus au Règlement de l'Assemblée, douze interpellations<sup>5</sup> ont eu lieu dans les commissions. À noter que le tiers des interpellations ont eu lieu à la CTE (voir **tableau 20**). La catégorie « Autres », quant à elle, regroupe l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques et deux mandats de poursuite du débat sur le discours du budget (un en 2021 et un en 2022), réalisés à la CFP, ainsi que les mandats de reddition de comptes de la CAP effectués en vertu de l'article 117.6 du Règlement.

En ce qui concerne les mandats conférés par une loi, la CI a effectué l'étude et l'approbation du Règlement modifiant le Règlement sur les conditions d'exercice des fonctions de directeur de scrutin. La CI a également tenu une séance de travail dans le cadre du mandat d'étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale. Ce mandat n'était pas complété en date du 31 mars 2022.

Les commissions n'ont réalisé aucun mandat d'initiative en 2021-2022.

Durant l'année 2021-2022, les commissions ont tenu 50 séances « hors période » (**tableau 8**), c'est-à-dire en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée prévues au calendrier parlementaire. En dehors de ces périodes, les commissions peuvent effectuer des mandats même si l'Assemblée ne se réunit pas. Les commissions se sont ainsi réunies entre le 14 juin 2021 et le 13 septembre 2021 ainsi qu'entre le 13 décembre 2021 et le 31 janvier 2022.

<sup>4</sup> Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour leur fonctionnement annuel. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Les membres des commissions examinent les crédits des ministères et des organismes publics en posant des questions au ministre responsable qui est accompagné de ses principaux fonctionnaires.

<sup>5</sup> L'interpellation est un débat tenu entre un ou une membre de l'opposition et un ou une ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Elle a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale, pendant la plupart des semaines où l'Assemblée siège.

**Tableau 08**

**Nombre de séances et d'heures en période et hors période, par commission<sup>†</sup>**

Commissions	Séances		Heures	
	Période	Hors période*	Période	Hors période*
<b>CAP</b>	9	0	14:29	0:00
<b>CAPER</b>	18	3	63:22	9:22
<b>CAT</b>	33	3	97:47	20:35
<b>CCE</b>	57	2	188:44	13:08
<b>CET</b>	53	9	184:13	57:55
<b>CFP</b>	40	2	129:13	8:08
<b>CI</b>	49	3	164:36	11:45
<b>CRC</b>	46	0	162:51	0:00
<b>CSSFV</b>	32	22	63:32	61:08
<b>CSSS</b>	35	2	112:40	13:14
<b>CTE</b>	48	4	155:59	24:06
<b>Total</b>	<b>420</b>	<b>50</b>	<b>1 337:26</b>	<b>219:21</b>

<sup>†</sup> Les chiffres présentés dans ce tableau regroupent à la fois les séances publiques et les séances de travail, mais n'incluent pas les réunions des comités directeurs des commissions.

\* La catégorie « Hors période » réfère aux séances des commissions tenues en dehors des périodes de travaux réguliers et intensifs prévues au calendrier parlementaire. Au cours d'une année, cette situation survient généralement à deux moments : entre la mi-juin et la mi-septembre ainsi qu'entre la mi-décembre et début février.

## Séances virtuelles

En 2020-2021, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, l'Assemblée nationale a tenu les premières séances des commissions parlementaires complètement virtuelles<sup>6</sup> de son histoire. De telles séances ont également été tenues en 2021-2022. L'adoption de motions par l'Assemblée nationale a permis cette mesure, puisque son Règlement ne permet pas la tenue de telles séances.

Durant l'ensemble de l'année 2021-2022, parmi les 470 séances tenues au total par les commissions parlementaires (**tableau 1**), 69 séances ont été tenues en mode complètement virtuel (près de 173 heures), dont 28 séances publiques (consultations particulières et auditions publiques) et 41 séances de travail (**tableau 9**). La CSSFV s'est de loin réunie le plus souvent et le plus longtemps en séances virtuelles, que ce soit en séance publique dans le cadre de ses consultations ou en séance de travail pour l'organisation de ses travaux.

<sup>6</sup> C'est-à-dire que les membres de la Commission, ainsi que les témoins dans le cadre de consultations, participaient à la séance par le moyen de la visioconférence.

**Tableau 09**

**Nombre de séances et d'heures de séances en mode complètement virtuel selon les types de séances, par commission**

Commissions	Séances		Heures	
	Publiques	Travail*	Publiques	Travail*
CAP	0	1	0:00	1:52
CAPERIN	0	0	0:00	0:00
CAT	3	0	9:10	0:00
CCE	2	0	4:34	0:00
CET	0	0	0:00	0:00
CFP	2	0	6:44	0:00
CI	1	0	2:14	0:00
CRC	1	0	3:07	0:00
CSSFV	14	40	74:31	50:09
CSSS	2	0	7:56	0:00
CTE	3	0	12:24	0:00
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>41</b>	<b>120:40</b>	<b>52:01</b>

\* La catégorie « Travail » inclut toutes les séances de travail virtuelles et ne comprend pas les réunions virtuelles des comités directeurs des commissions (voir le tableau 10).

Au cours de l'année 2021-2022, parmi les 70 réunions de comités directeurs tenues par l'ensemble des commissions (tableau 3), 52 réunions ont été réalisées de façon virtuelle, pour un total de près de 73 heures (tableau 10). Les comités directeurs de la CSSFV et de la CAP, qui se sont les plus souvent réunis de manière générale dans la dernière année, ont tenu le plus de rencontres virtuelles.

**Tableau 10**

**Nombre de réunions et d'heures de comités directeurs en mode complètement virtuel, par commission**

Commissions	Réunions	Heures
CAN	0	0:00
CAP	5	4:35
CAPERIN	0	0:00
CAT	0	0:00
CCE	1	2:00
CET	0	0:00
CFP	0	0:00
CI	1	0:25
CRC	0	0:00
CSSFV	43	65:05
CSSS	0	0:00
CTE	2	0:42
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>72:47</b>

# Étude des projets de loi<sup>7</sup>

Qu'ils soient publics ou d'intérêt privé, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission parlementaire, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière<sup>8</sup>. En 2021-2022, 41 projets de loi publics et huit projets de loi d'intérêt privé ont fait l'objet d'une étude détaillée (**figure 2**), que ce soit en commission parlementaire ou en commission plénière. L'étude détaillée a été complétée en commission parlementaire pour 32 des projets de loi publics et les huit projets de loi d'intérêt privé, alors que l'étude détaillée de six projets de loi publics était toujours en cours au 31 mars 2022 en commission parlementaire (un à la CAPERN, deux à la CCE, un à la CFP, un à la CSSS et un à la CTE). Les projets de loi d'intérêt privé ont été étudiés à la CAT et la CFP.

## Deux types de projets de loi :

**Publics :** Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires. Avant d'entreprendre l'étude détaillée, la commission peut tenir des consultations publiques. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

**D'intérêt privé :** À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants ou requérantes et toutes les personnes intéressées qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public, ont généralement lieu au cours d'une même séance. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée, par l'entremise de son président, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

Au cours de l'année 2021-2022, aucune étude détaillée de projet de loi public n'a été commencée en commission parlementaire puis complétée en commission plénière. Trois projets de loi publics ont, pour leur part, été étudiés en totalité en commission plénière. Il s'agit

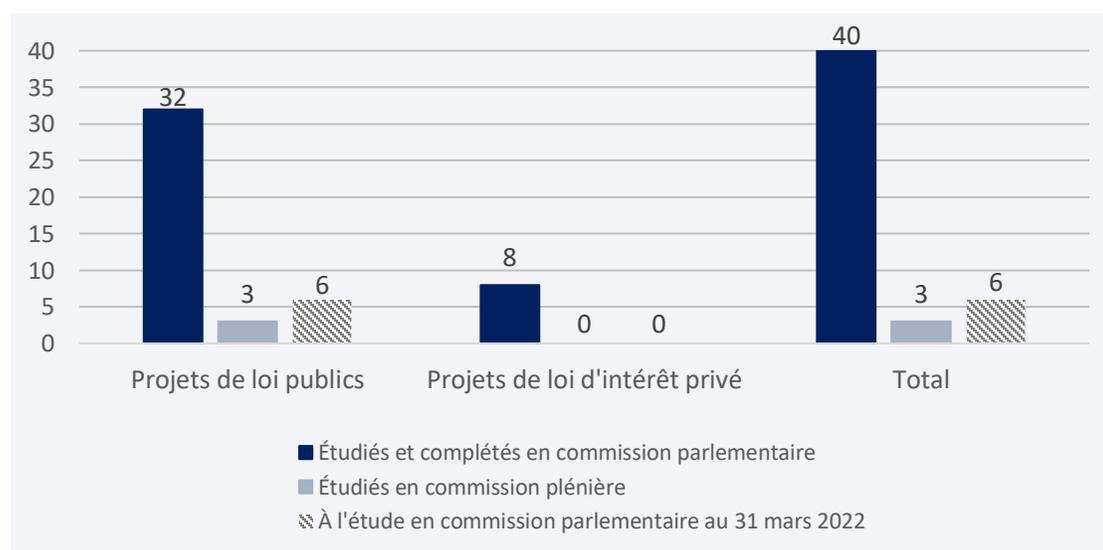
<sup>7</sup> Aucune donnée n'est présentée dans cette section pour la CAP et pour la CSSFV, en plus de la CAN, puisque ces commissions n'étudient pas de projets de loi.

<sup>8</sup> Commission formée théoriquement de l'ensemble des parlementaires, siégeant selon des règles plus souples que l'Assemblée. La commission plénière est présidée par un vice-président de l'Assemblée.

du projet de loi n° 8, *Loi visant à reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale*, du projet de loi n° 105, *Loi établissant un périmètre aux abords de certains lieux afin d'encadrer les manifestations en lien avec la pandémie de la COVID-19*, ainsi que du projet de loi n° 498, *Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive*.

**Figure 02**

**Nombre de projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire et en commission plénière**



Comme mentionné précédemment, l'étude des projets de loi publics, incluant les consultations publiques et les études détaillées, en particulier ceux du gouvernement, représente une part importante des travaux des commissions. En 2021-2022, les commissions ont consacré 292 séances et près de 1230 heures à l'étude de 42 projets de loi publics<sup>9</sup>. De ce compte, 219 séances et plus de 935 heures ont été dédiées à l'étude détaillée de ces projets de loi, alors que 73 séances et plus de 294 heures ont été consacrées aux consultations particulières précédant généralement l'étude détaillée (**tableau 11**). À titre de comparaison, dix séances et environ quinze heures ont permis aux commissions d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée de huit projets de loi d'intérêt privé.

La CI et la CFP sont celles qui ont tenu des consultations sur le plus grand nombre de projets de loi publics, soit cinq chacune (**tableau 11**). Il s'agit toutefois de la CCE qui a dédié le plus de séances à des consultations (13) ainsi que le plus d'heures (60 heures). Plusieurs séances à la CCE ont notamment été consacrées aux consultations particulières sur le projet de loi n° 96, *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*.

En 2021-2022, la CFP a procédé à l'étude détaillée du plus grand nombre de projets de loi publics, soit 10 projets de loi (**tableau 11**). C'est toutefois la CET qui a consacré le plus de

<sup>9</sup> De ce compte, 27 projets de loi ont fait l'objet, en 2021-2022, de consultations particulières et d'une étude détaillée, 4 projets de loi ont fait l'objet de consultations particulières seulement et 11 projets de loi ont fait l'objet d'une étude détaillée seulement.

séances et de temps à ce type de mandat, c'est-à-dire 44 séances et plus de 200 heures, notamment pour le projet de loi n° 59, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail.

**Tableau 11**

**Nombre de projets de loi, de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics selon le type de mandats, par commission<sup>†</sup>**

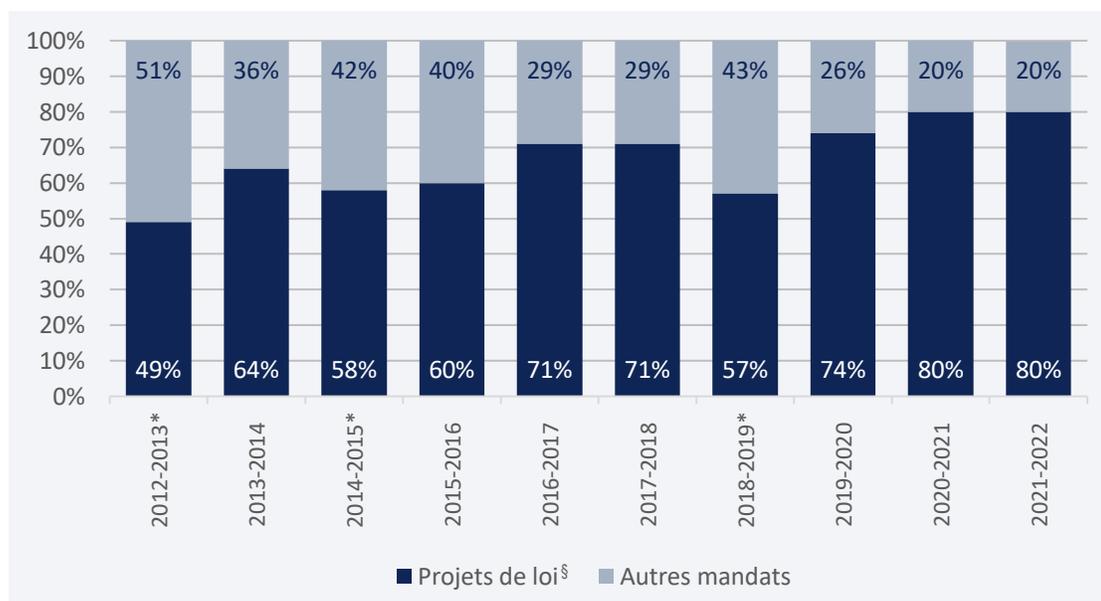
Commissions	Consultations générales			Consultations particulières			Étude détaillée		
	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures	Projets de loi	Séances	Heures
CAPERNE	-	-	-	3	6	20:29	3	9	43:43
CAT	-	-	-	1	3	9:10	1	18	90:05
CCE	-	-	-	4	13	60:00	4	30	124:42
CET	-	-	-	3	6	25:44	5	44	200:42
CFP	-	-	-	5	10	39:40	10	18	58:46
CI	-	-	-	5	10	35:57	7	29	119:48
CRC	-	-	-	3	7	31:33	3	28	112:09
CSSS	-	-	-	4	10	42:38	2	15	55:27
CTE	-	-	-	3	8	29:20	3	28	129:43
<b>Total</b>	-	-	-	<b>31</b>	<b>73</b>	<b>294:31</b>	<b>38</b>	<b>219</b>	<b>935:05</b>

<sup>†</sup> Ce tableau n'inclut pas les projets de loi publics dont l'étude s'est déroulée exclusivement en commission plénière ni les projets de loi d'intérêt privé.

Depuis les dix dernières années, on note une tendance à la hausse de la proportion des heures des commissions dédiées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé (consultations publiques et étude détaillée) par rapport aux autres types de mandats (**figure 3**). Au cours de l'année 2021-2022, la proportion des heures consacrées à l'étude des projets de loi s'est maintenue à 80 %, un sommet en dix ans atteint pour la première fois en 2020-2021.

**Figure 03**

**Pourcentage des heures consacrées à l'étude des projets de loi et à d'autres mandats, par année**



\* Années d'élections générales

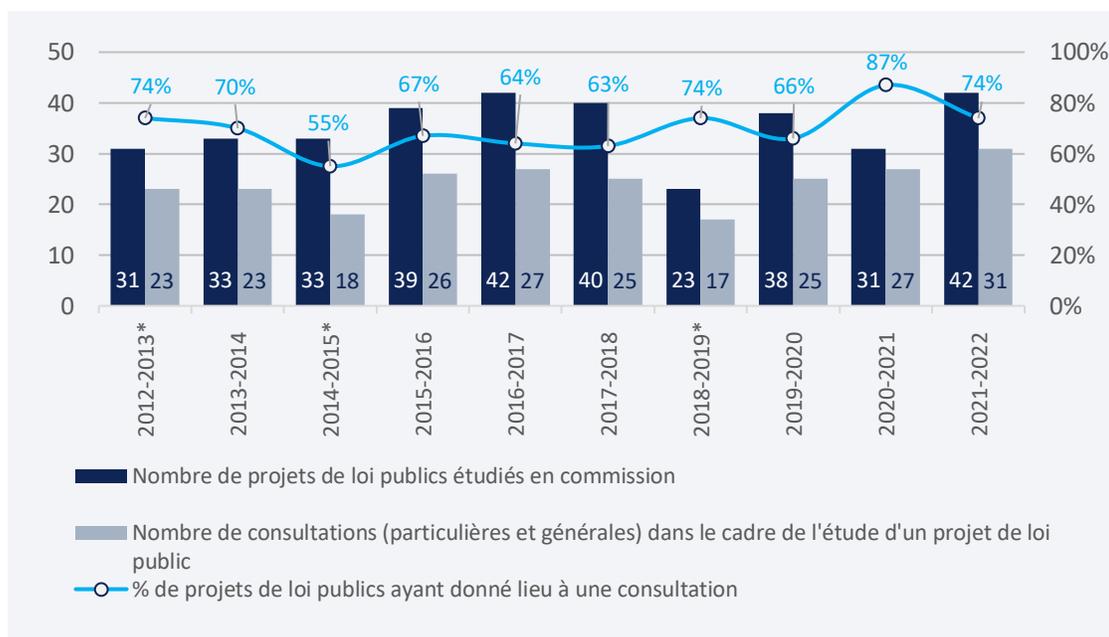
<sup>§</sup> La catégorie « Projets de loi » inclut les heures consacrées à l'étude des projets de loi publics (consultations et étude détaillée), ainsi qu'à l'étude des projets de loi d'intérêt privé.

En 2021-2022, 74 % des projets de loi publics étudiés en commission ont donné lieu à une consultation, particulière ou générale (**figure 4**). Cette proportion se situe au-dessus de la moyenne depuis 2012-2013, qui est de 69 %.

Cependant, notons qu'il faut interpréter avec prudence les données de la **figure 4**. En effet, le nombre de consultations dans le cadre de l'étude de projets de loi publics présenté dans la figure inclut celles de projets de loi pour lesquels l'étude détaillée n'avait pas encore débuté en date du 31 mars 2022. De plus, le nombre de projets de loi publics étudiés en commission présenté dans la figure inclut ceux dont les consultations particulières ont eu lieu lors de l'année financière précédente, mais dont l'étude détaillée s'est déroulée, en tout ou en partie, en 2021-2022.

**Figure 04**

**Nombre de consultations particulières et générales reliées à un projet de loi public, par année**



\* Années d'élections générales

Enfin, lors de l'étude détaillée en commission parlementaire des 38 projets de loi publics et des 8 projets de loi d'intérêt privé, un total de 3 685 articles ont été examinés (**tableau 12**). Lors de cette étape du processus législatif, les membres de la commission peuvent également proposer des amendements au projet de loi afin de le modifier. Au total, 1 565 amendements et sous-amendements ont été proposés, dont 1 100, soit environ 70 %, ont été adoptés. La majorité des amendements qui ont été adoptés ont été proposés par les ministres afin de bonifier leur projet de loi.

À noter que, pour une deuxième année consécutive, l'ensemble des amendements et sous-amendements a été étudié en format électronique par les parlementaires.

**Tableau 12**

**Nombre de projets de loi, d'articles et d'amendements étudiés en commission<sup>†</sup>**

Type	Projets de loi	Articles	Amendement et sous-amendements	
			Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	38	3 632	1 556	1 093
Projets de loi d'intérêt privé	8	53	9	7
<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>3 685</b>	<b>1 565</b>	<b>1 100</b>

<sup>†</sup> Ce tableau présente le nombre total d'articles contenus dans l'ensemble des projets de loi ayant fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire, peu importe si l'étude a été complétée ou non. À noter que les projets de loi étudiés en commission plénière sont exclus de ce tableau.

# Consultations et auditions

Les consultations sur invitation (consultations particulières<sup>10</sup>) ou celles s’adressant à l’ensemble de la population (consultations générales<sup>11</sup>) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître leur opinion et pour les membres des commissions d’être mieux informés sur les sujets étudiés. Les commissions peuvent également entendre en audition le Vérificateur général du Québec, le Protecteur du citoyen et Élections Québec dans le cadre de mandats prévus au Règlement ou les ministères et les organismes publics dans le cadre de mandats portant sur leur gestion administrative et leur reddition de comptes.

En 2021-2022, les commissions ont exécuté 48 mandats comportant des consultations ou d’autres types d’auditions (**tableau 13**). La majorité de ces mandats incluaient des consultations particulières (33 mandats sur les 48), surtout dans le cadre de l’étude de projets de loi. Les consultations et auditions publiques ont généré un total de 103 séances (**tableau 14**), dont 89 pour la tenue de consultations particulières, et de près de 405 heures (**tableau 15**). La CSSFV est la commission ayant tenu le plus de séances et d’heures de consultations et d’auditions, avec 14 séances et près de 75 heures.

En plus des consultations particulières sur les projets de loi publics (31 des 33 mandats de consultations), la CSSS a mené, comme mentionné précédemment, des consultations particulières et des auditions publiques sur la vaccination obligatoire contre la COVID-19 du personnel soignant du réseau de la santé et d’autres catégories de travailleurs qui sont en contact prolongé avec les citoyens. La CSSFV a aussi mené des consultations particulières et des auditions publiques sur l’évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie.

Du côté des « Autres auditions », en plus des auditions des intéressés réalisées dans le cadre de l’étude de projet de loi d’intérêt privé (7 à la CAT et 1 à CFP), on compte celles réalisées à la CAP dans le cadre de mandats de reddition de comptes, celle du ministre des Finances dans le cadre de l’étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l’évolution des finances publiques à la CFP ainsi que celle du Directeur général des élections du Québec dans le cadre de l’étude et de l’approbation du Règlement modifiant le Règlement sur les conditions d’exercice des fonctions de directeur du scrutin à la CI.

À noter qu’il n’y a eu aucune consultation générale en 2021-2022.

<sup>10</sup> Les consultations particulières visent à entendre, lors d’auditions publiques, des personnes ou des organismes choisis par la commission ou par l’Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

<sup>11</sup> Une consultation générale s’adresse à l’ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d’un avis public publié dans les principaux quotidiens et dans la Gazette officielle du Québec afin d’inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la commission. Les personnes peuvent aussi adresser une demande d’intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la commission choisit les personnes et les organismes qu’elle souhaite entendre et tient des auditions publiques.

**Tableau 13**

*Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations et d'autres types d'auditions, par commission<sup>†</sup>*

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0	0	5 <sup>§</sup>	5	10,4
CAPER	3	0	0	3	6,3
CAT	1	0	7	8	16,7
CCE	4	0	0	4	8,3
CET	3	0	0	3	6,3
CFP	5	0	2	7	14,6
CI	5	0	1	6	12,5
CRC	3	0	0	3	6,3
CSSFV	1	0	0	1	2,1
CSSS	5	0	0	5	10,4
CTE	3	0	0	3	6,3
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>48</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>68,8</b>	<b>0</b>	<b>31,2</b>	<b>100</b>	

<sup>†</sup> Les consultations et les auditions présentées dans ce tableau peuvent constituer un mandat en soi ou ne représenter qu'une étape d'un mandat plus large. De plus, les auditions peuvent se tenir dans le cadre d'une séance publique ou dans le cadre d'une séance de travail (privée).

\* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

<sup>§</sup> En 2021-2022, la CAP a réalisé un « mandat double » ainsi qu'un « mandat triple » parmi ceux prévus à l'article 117.6 du Règlement (voir Annexe II).

**Tableau 14**

*Nombre de séances consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission*

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0	0	2	2	1,9
CAPERIN	6	0	0	6	5,8
CAT	3	0	7	10	9,7
CCE	13	0	0	13	12,6
CET	6	0	0	6	5,8
CFP	10	0	4	14	13,6
CI	10	0	1	11	10,7
CRC	7	0	0	7	6,8
CSSFV	14	0	0	14	13,6
CSSS	12	0	0	12	11,7
CTE	8	0	0	8	7,8
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>103</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>86,4</b>	<b>0</b>	<b>13,6</b>	<b>100</b>	

\* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

**Tableau 15**

*Nombre d'heures consacrées à des consultations et à d'autres types d'auditions, par commission*

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions*	Total	%
CAP	0:00	0:00	4:57	4:57	1,2
CAPERIN	20:29	0:00	0:00	20:29	5,1
CAT	9:10	0:00	8:48	17:58	4,4
CCE	60:00	0:00	0:00	60:00	14,8
CET	25:44	0:00	0:00	25:44	6,4
CFP	39:40	0:00	7:44	47:24	11,7
CI	35:57	0:00	0:51	36:48	9,1
CRC	31:33	0:00	0:00	31:33	7,8
CSSFV	74:31	0:00	0:00	74:31	18,4
CSSS	55:52	0:00	0:00	55:52	13,8
CTE	29:20	0:00	0:00	29:20	7,2
<b>Total</b>	<b>382:16</b>	<b>0:00</b>	<b>22:20</b>	<b>404:36</b>	<b>100</b>
<b>%</b>	<b>94,5</b>	<b>0</b>	<b>5,5</b>	<b>100</b>	

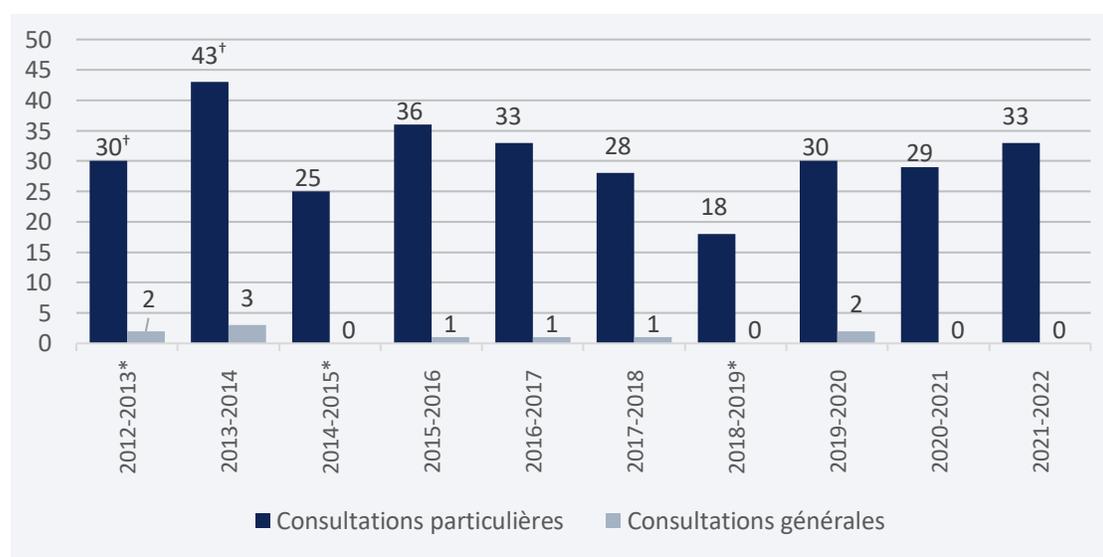
\* La catégorie « Autres auditions » comprend notamment les mandats d'étude des projets de loi d'intérêt privé où la commission entend les personnes intéressées à intervenir sur le projet de loi ainsi que les mandats de la Commission de l'administration publique.

Depuis 2014-2015, des consultations particulières ont eu lieu dans le cadre d'environ 29 mandats par année en moyenne (**figure 5**). En 2021-2022 on note ainsi que le nombre de mandats dans lesquels des consultations particulières ont eu lieu (33) se situe au-dessus de la moyenne des dernières années. À noter que les valeurs pour les exercices 2012-2013 et 2013-2014 ne sont présentées qu'à titre indicatif seulement puisque certaines auditions effectuées par les commissions sectorielles lors de ces années, notamment la reddition de comptes des ministères et organismes, étaient comptabilisées dans les consultations particulières. Cela influence donc à la hausse les données présentées pour ces années.

Depuis 2014-2015, peu de consultations générales ont été tenues par les commissions. En 2021-2022, pour une deuxième année consécutive, aucun mandat n'a fait l'objet de telles consultations.

**Figure 05**

**Nombre de mandats dans le cadre desquels il y a eu des consultations particulières et générales, par année**



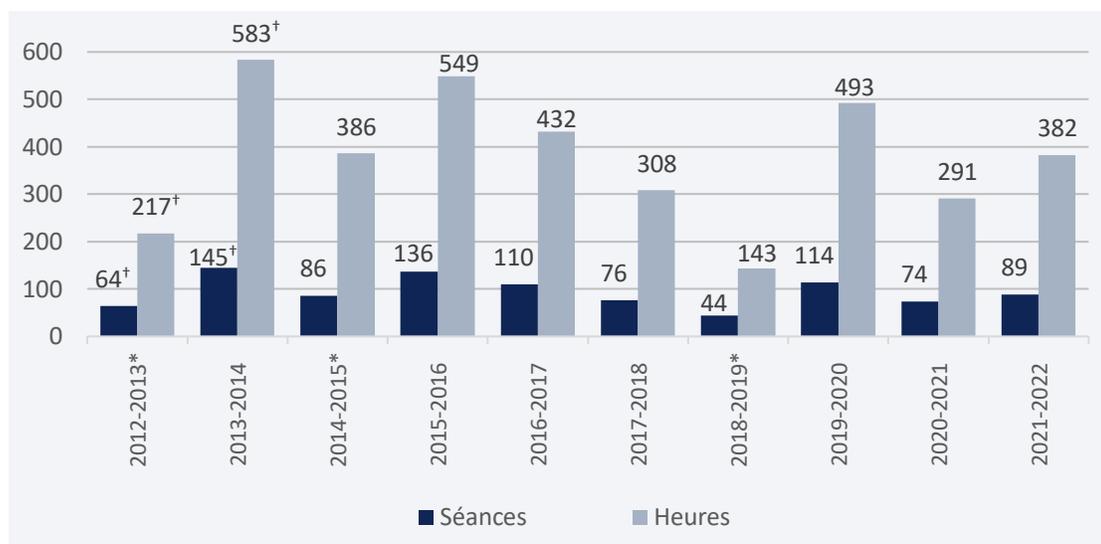
\* Années d'élections générales

† Valeurs exclues du calcul de la moyenne des dernières années

Avec 89 séances et plus de 382 heures dédiées à des consultations particulières et générales, l'année 2021-2022 se situe dans la moyenne depuis 2014-2015 de 91 séances et de 373 heures (**figure 6**).

**Figure 06**

**Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année**



\* Années d'élections générales

<sup>†</sup> Valeurs exclues du calcul de la moyenne des dernières années

En 2021-2022, 489 témoins (367 organismes et 122 personnes) ont été entendus en commission, que ce soit en personne ou par le biais de la visioconférence<sup>12</sup>, dans le cadre de consultations particulières et d'auditions publiques (**tableau 16**). La CSSFV (77), la CCE (75) et la CSSS (70) ont entendu le plus de témoins au total. Notons que plus de 50 témoins ont été entendus à la CCE dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, et qu'il s'agissait du plus grand nombre de témoins entendus dans une consultation particulière de la législature actuelle.

Dans le cadre d'une consultation, les organismes et les personnes, qu'ils soient entendus ou non, sont invités à transmettre un mémoire afin d'exprimer leur point de vue sur le sujet faisant l'objet de la consultation par une commission parlementaire. En 2021-2022, 646 mémoires ont été reçus au total. La CCE a notamment reçu 116 mémoires dans le cadre des différentes consultations qu'elle a tenues. Cela en fait la commission ayant reçu le plus de mémoires, suivie de la CI et de la CSSS. Les consultations qui ont généré la réception du plus grand nombre de mémoires portaient sur le projet de loi n° 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, à la CCE (94 mémoires), sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie à la CSSFV (75 mémoires), ainsi que sur le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil, à la CI (74 mémoires).

<sup>12</sup> En raison de la pandémie de la COVID-19, des motions adoptées par l'Assemblée concernant l'organisation des travaux parlementaires permettaient l'auditions de témoins par ce moyen.

**Tableau 16**

**Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus lors des consultations et des autres types d'auditions, par commission**

Commissions	Consultations particulières		Consultations générales		Autres auditions	
	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus	Témoins entendus*	Mémoires reçus <sup>§</sup>
CAP	0	0	0	0	4	0
CAPERN	26	32	0	0	0	0
CAT	11	16	0	0	7	0
CCE	75	116	0	0	0	0
CET	31	38	0	0	0	0
CFP	51	71	0	0	2	0
CI	57	97	0	0	1	0
CRC	40	54	0	0	0	0
CSSFV	77	75	0	0	0	0
CSSS	70	97	0	0	0	0
CTE	37	50	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>475</b>	<b>646</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>0</b>

\* Nombre de personnes et d'organismes entendus, excluant les ministres. À noter qu'il ne s'agit pas de témoins tous distincts puisqu'une même personne ou un même organisme entendu dans le cadre de deux mandats différents sera compté deux fois.

§ Généralement, des mémoires sont seulement reçus dans le cadre de consultations particulières ou d'une consultation générale. Toutefois, il arrive que des mémoires soient reçus dans d'autres types d'audition.

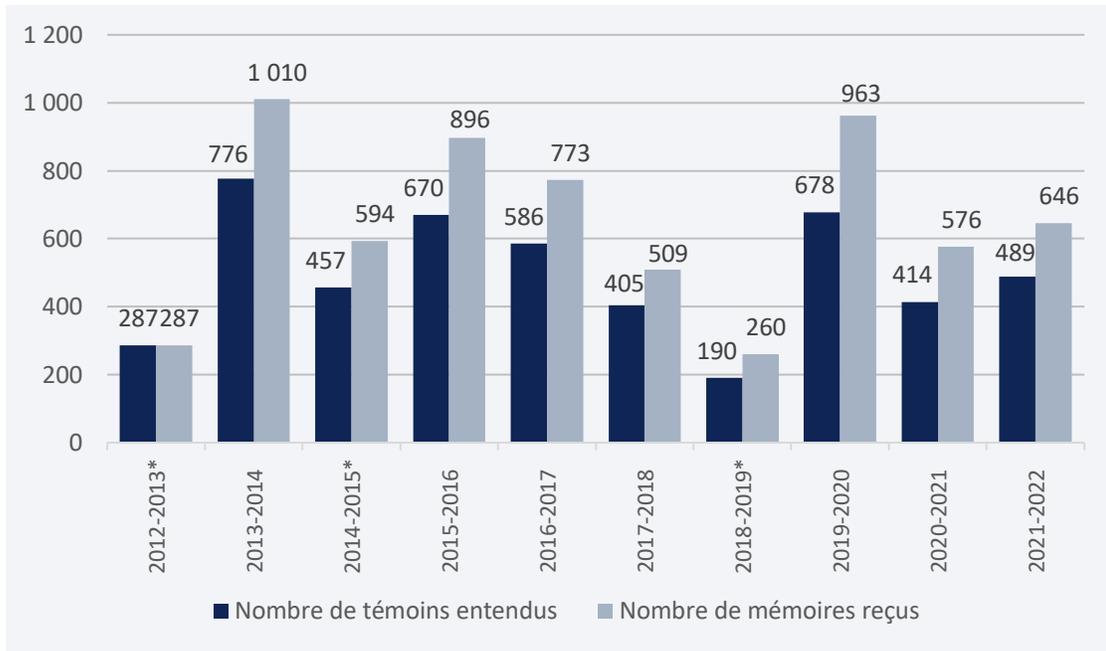
En moyenne, au cours des dix dernières années, les commissions ont entendu 495 personnes et organismes et elles ont reçu 651 mémoires annuellement (**figure 7**). En 2021-2022, les valeurs se situent donc tout près de la moyenne décennale, avec 489 témoins entendus et 646 mémoires reçus.

Trois années financières se distinguent par leur nombre plus élevé de mémoires reçus. En 2013-2014, le nombre élevé de mémoires reçus s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement, durant laquelle 269 mémoires ont été reçus. En 2015-2016, 334 mémoires ont été transmis dans le cadre des consultations sur quatre projets de loi et d'un mandat autre de l'Assemblée. En 2019-2020, les consultations sur deux projets de loi et deux mandats d'initiative ont recueilli 319 mémoires.

Ainsi, bien que les mandats recueillant le plus de mémoires soient généralement ceux concernant l'étude de projets de loi publics, il arrive que d'autres mandats en attirent également un nombre élevé. Par exemple, en 2019-2020, dans le cadre de son mandat d'initiative sur « l'avenir des médias d'information », la CCE a reçu 87 mémoires, et, en 2021-2022, la CSSFV en a reçu 75 pour ses consultations sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie.

**Figure 07**

*Nombre de témoins entendus et de mémoires reçus, par année*



\* Années d'élections générales

# Participation citoyenne en ligne

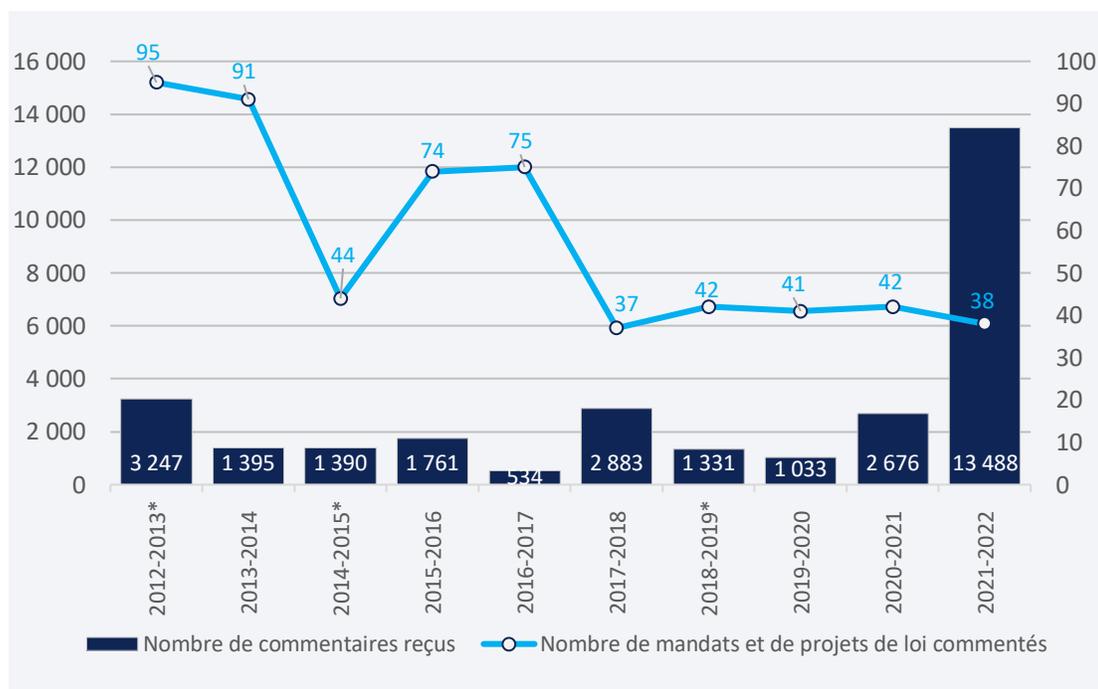
Le site Internet de l'Assemblée permet à toute personne qui le désire de formuler des commentaires sur la majorité des mandats des commissions, notamment sur les projets de loi. Ces commentaires sont mis à la disposition des membres de la commission qui étudient le projet de loi ou qui exécutent le mandat. En 2021-2022, la plateforme de commentaires en ligne a été revue afin de simplifier le processus de rédaction pour les citoyennes et citoyens ainsi que pour en améliorer le mécanisme de suivi pour les parlementaires.

Au cours de la dernière année, 13 488 commentaires ont été reçus en lien avec 38 mandats (**figure 8**). Il s'agit d'un nouveau sommet atteint. Le nombre de commentaires reçus lors de la dernière année dépasse, de loin, la moyenne depuis 2012-2013, qui est de 2 974.

À noter que, au cours des dix dernières années, il a été fréquent qu'un ou des mandats en particulier génèrent un nombre élevé de commentaires en ligne. Par exemple, en 2012-2013, 2 330 des 3 247 commentaires reçus étaient en lien avec le projet de loi n° 78, Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent, étudié en commission plénière, et, en 2017-2018, 1 810 des 2 883 commentaires reçus concernaient le projet de loi n° 128, Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens, étudié à la CI. En 2021-2022, plus de 12 000 des 13 488 commentaires reçus portaient sur deux projets de loi, soit le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil, étudié à la CI, et le projet de loi n° 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives, étudié à la CSSS.

**Figure 08**

**Nombre de mandats des commissions commentés et nombre de commentaires en ligne reçus, par année**

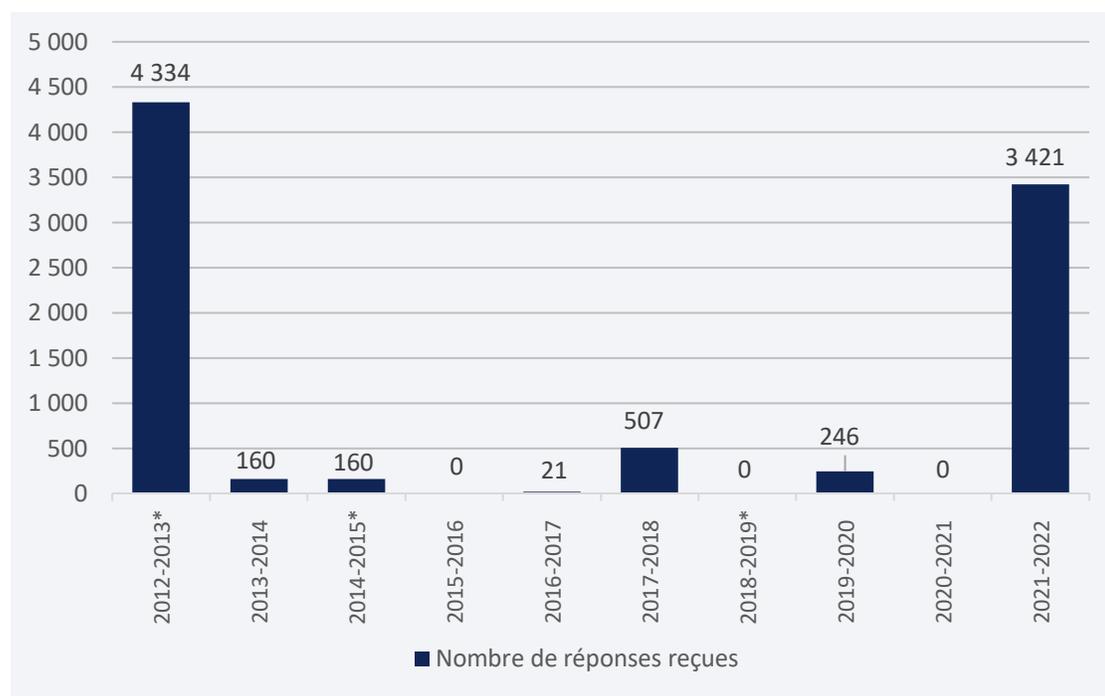


\* Années d'élections générales

Dans le cadre de certaines consultations publiques, les parlementaires peuvent également sonder spécifiquement la population en l'invitant à répondre à des consultations en ligne sur des sujets reliés aux mandats faisant l'objet de consultations. Le nombre de réponses aux consultations en ligne reçues annuellement varie grandement d'une année à l'autre (**figure 9**), principalement en raison du fait que certaines années n'ont donné lieu à aucune consultation en ligne. Par exemple, en 2012-2013, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives, 4 334 réponses avaient été reçues à la consultation en ligne. En 2021-2022, une consultation en ligne a été réalisée dans le cadre des consultations sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie à la CSSFV. Au total, 3 421 réponses ont été reçues.

**Figure 09**

**Nombre de réponses reçues aux consultations en ligne, par année**



\* Années d'élections générales

# Contrôle parlementaire

Une autre responsabilité importante des commissions parlementaires est le contrôle de l'action gouvernementale. Que ce soit dans les commissions sectorielles par l'étude des crédits budgétaires, les mandats d'interpellation, la reddition de comptes d'organismes publics et des mandats conférés par des lois, ou encore à la CAP à travers ses différents mandats, les commissions disposent de moyens particuliers pour un meilleur contrôle de l'Administration.

Lors de la dernière année, un total de près de 132 heures a été dédié aux activités de contrôle parlementaire, représentant environ 8,5 % de l'ensemble des heures réalisées par les commissions (**tableau 17**). L'étude des crédits budgétaires a composé la grande majorité des heures de contrôle effectuées.

**Tableau 17**

## **Activités de contrôle parlementaire**

<b>Activités</b>	<b>Heures</b>	<b>%</b>
Crédits budgétaires	99:24	6,4
Interpellations	23:59	1,5
Reddition de comptes et surveillance d'organismes	0:00	0
Mandats réalisés par la CAP	8:27	0,5
<b>Total des activités de contrôle parlementaire</b>	<b>131:50</b>	<b>8,5</b>
Total des autres activités	1 424:57	91,5
<b>Total</b>	<b>1 556:47</b>	<b>100</b>

## **Reddition de comptes dans les commissions sectorielles**

En vertu des articles 293.1 et 294 du Règlement de l'Assemblée nationale, chaque commission sectorielle, dans son domaine de compétence, peut entendre les ministres, les sous-ministres et les dirigeants d'organismes publics afin de discuter de leur gestion administrative ainsi que des orientations et des activités de l'organisme.

En 2021-2022, aucun mandat de reddition de comptes n'a été réalisé par les commissions sectorielles.

## Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique

La CAP a un mode de fonctionnement particulier comparativement aux commissions sectorielles. Les mandats que l'article 117.6 du Règlement de l'Assemblée nationale lui confie ont une portée plus large et continue :

- ❖ vérifier les engagements financiers;
- ❖ entendre le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- ❖ entendre, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, les ministres, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative, au moins une fois tous les quatre ans ou lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;
- ❖ étudier le rapport annuel sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*;
- ❖ étudier toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

En 2021-2022, la CAP a réalisé deux auditions, dans le cadre d'un mandat double et d'un mandat triple, et s'est réunie à quelques reprises pour l'organisation de ses travaux. De plus, la Commission a procédé à l'examen de rapports annuels de 8 organismes afin d'analyser la qualité de l'information présentée. Elle a également examiné les rapports annuels de gestion de 10 ministères et organismes afin d'analyser leur performance organisationnelle.

Au total, elle s'est réunie dans le cadre de 2 séances publiques et de 7 séances de travail, correspondant à plus de 14 heures de travaux (**tableau 18**).

**Tableau 18**

### **Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique**

Mandats	Séances	Heures
Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance » (mandat triple)	3	4:31
Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique (mandat double)	3	3:56
Organisation générale et analyse de rapports annuels	3	6:02
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>14:29</b>

La CAP présente le fruit de ses travaux dans son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics qu'elle dépose à l'Assemblée deux fois par année,

généralement en juin et en décembre. Au cours de l'année 2021-2022, la CAP a déposé son rapport du printemps en juin 2021 ainsi que son rapport de l'automne en décembre 2021, contenant 5 recommandations chacun. Elle a publié 44 rapports sur l'imputabilité depuis 1997.

# Rapports des commissions

Lorsqu'une commission termine un mandat, elle dépose son rapport à l'Assemblée. Le rapport d'une commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation.

Au cours de l'année 2021-2022, les commissions ont produit trois rapports contenant des observations, des conclusions ainsi que 21 recommandations (tableau 19).

**Tableau 19**

**Rapports contenant des observations, des conclusions et des recommandations**

Commissions	Rapports (date de dépôt à l'Assemblée)	Nombre de recommandations
<b>Mandats réalisés par les commissions sectorielles</b>		
-	-	-
<b>Mandats réalisés par les commissions spéciales</b>		
CSSFV	<u>Rapport de la Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie</u> (8 décembre 2021)	11
<b>Mandats réalisés par les commissions ayant un rôle horizontal</b>		
CAP	<u>Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Rapport sur l'imputabilité – Printemps 2021</u> (2 juin 2021)	5
CAP	<u>Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative – Rapport sur l'imputabilité – Automne 2021</u> (7 décembre 2021)	5

# Annexe I. Tableaux 20, 21 et 22

**Tableau 20**

Nombre de mandats selon les types de mandats et d'activités, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière	
	Publics	Privés											
CAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAP	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5
CAPERIN	6	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	8
CAT	2	7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
CCE	8	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	10
CET	8	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	10
CFP	15	1	1	0	0	2	3	0	0	0	0	0	22
CI	12	0	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	15
CRC	6	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	8
CSSFV	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
CSSS	6	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	10
CTE	6	0	1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	11
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>

**Tableau 21****Nombre de séances selon les types de mandats et d'activités, en nombre et en pourcentage, par commission**

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAP	0	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	3	9
CAPERNE	15	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	2	21
CAT	21	7	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	36
CCE	43	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	11	59
CET	50	0	5	0	0	1	0	0	0	0	0	0	6	62
CFP	28	3	2	0	0	2	6	0	0	0	0	0	1	42
CI	39	0	5	0	0	0	0	2	0	0	0	0	6	52
CRC	35	0	5	0	0	1	0	0	0	0	0	0	5	46
CSSFV	0	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	34	54
CSSS	25	0	2	2	0	2	0	0	0	0	0	0	6	37
CTE	36	0	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0	8	52
<b>Total (séances)</b>	<b>292</b>	<b>10</b>	<b>34</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>86</b>	<b>470</b>
CAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAP	0	0	0	0	0	0	50	0	0	0	0	0	3,5	1,9
CAPERNE	5,1	0	8,8	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	2,3	4,5
CAT	7,2	70	11,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4,7	7,7
CCE	14,7	0	11,8	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	12,8	12,6
CET	17,1	0	14,7	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	7	13,2
CFP	9,6	30	5,9	0	0	16,7	50	0	0	0	0	0	1,2	8,9
CI	13,4	0	14,7	0	0	0	0	100	0	0	0	0	7	11,1
CRC	12	0	14,7	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	5,8	9,8
CSSFV	0	0	0	90,9	0	0	0	0	0	0	0	0	39,5	11,5
CSSS	8,6	0	5,9	9,1	0	16,7	0	0	0	0	0	0	7	7,9
CTE	12,3	0	11,8	0	0	33,3	0	0	0	0	0	0	9,3	11,1
<b>Total (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Tableau 22****Nombre d'heures selon les types de mandats et d'activités, en heure et en pourcentage, par commission**

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats conférés par une loi	Mandats d'initiative				Org. générale	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Études de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellations	Autres		Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organismes	Études de pétitions	Études de toute autre matière		
	Publics	Privés												
CAN	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	00:00
CAP	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	8:27	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	6:02	14:29
CAPERIN	64:12	0:00	6:03	0:00	0:00	2:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:29	72:44
CAT	99:15	8:48	8:32	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:47	118:22
CCE	184:42	0:00	11:02	0:00	0:00	2:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	4:08	201:52
CET	226:26	0:00	11:18	0:00	0:00	2:01	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	2:23	242:08
CFP	98:26	6:15	12:12	0:00	0:00	4:02	16:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:26	137:21
CI	155:45	0:00	16:58	0:00	0:00	0:00	0:00	1:52	0:00	0:00	0:00	0:00	1:46	176:21
CRC	143:42	0:00	15:19	0:00	0:00	2:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	1:50	162:51
CSSFV	0:00	0:00	0:00	76:12	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	48:28	124:40
CSSS	98:05	0:00	8:13	13:14	0:00	4:01	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	2:21	125:54
CTE	159:03	0:00	9:47	0:00	0:00	7:55	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	0:00	3:20	180:05
<b>Total (heures)</b>	<b>1 229:36</b>	<b>15:03</b>	<b>99:24</b>	<b>89:26</b>	<b>0:00</b>	<b>23:59</b>	<b>24:27</b>	<b>1:52</b>	<b>0:00</b>	<b>0:00</b>	<b>0:00</b>	<b>0:00</b>	<b>73:00</b>	<b>1 556:47</b>
CAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAP	0	0	0	0	0	0	34,6	0	0	0	0	0	8,3	0,9
CAPERIN	5,2	0	6,1	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	0,7	4,7
CAT	8,1	58,5	8,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2,4	7,6
CCE	15	0	11,1	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	5,7	13
CET	18,4	0	11,4	0	0	8,4	0	0	0	0	0	0	3,3	15,6
CFP	8	41,5	12,3	0	0	16,8	65,4	0	0	0	0	0	0,6	8,8
CI	12,7	0	17,1	0	0	0	0	100	0	0	0	0	2,4	11,3
CRC	11,7	0	15,4	0	0	8,3	0	0	0	0	0	0	2,5	10,5
CSSFV	0	0	0	85,2	0	0	0	0	0	0	0	0	66,4	8
CSSS	8	0	8,3	14,8	0	16,7	0	0	0	0	0	0	3,2	8,1
CTE	12,9	0	9,8	0	0	33	0	0	0	0	0	0	4,6	11,6
<b>Total (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

# Annexe II. Fiches détaillées des activités des commissions

## LÉGENDE

---

<b>Mandat</b>	Liste des mandats pour lesquels au moins une séance (publique ou de travail) a été tenue au cours de la période (1 <sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022). Le mandat peut avoir commencé l'année précédente ou s'être poursuivi l'année suivante.
<b>Séances</b>	Nombre total de séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
<b>Durée</b>	Durée totale des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.
<b>Dates</b>	Dates des séances tenues dans le cadre du mandat au cours de la période.

## Commission de l'administration publique

Mandat		Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats prévus au Règlement	Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance »	3	4:31	2021-09-15, 2021-09-15, 2021-09-15	Triple mandat
	Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec: réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41 <sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique	3	3:56	2021-11-30, 2021-11-30, 2021-11-30	Double mandat
Organisation générale	Séance de travail - Procéder à l'analyse de rapports annuels	1	1:52	2021-05-14	
	Séance de travail - Procéder au suivi de la recommandation 1.3 du rapport du printemps 2021 de la Commission de l'administration publique et à l'analyse de rapports annuels	1	2:12	2021-10-06	
	Séance de travail - Organiser les travaux de la Commission et procéder à l'analyse de rapports annuels de gestion	1	1:58	2021-10-27	

**Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles**

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 97, <i>Loi modifiant la Loi sur les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie de certains appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures</i>	1	0:55	2021-08-24	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 99, <i>Loi modifiant principalement la Loi sur les produits alimentaires</i>	2	8:27	2021-08-25, 2021-08-26	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 21, <i>Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités</i>	3	11:07	2022-02-22, 2022-02-23, 2022-02-24	
	Étude détaillée du projet de loi n° 99, <i>Loi modifiant principalement la Loi sur les produits alimentaires</i>	3	14:08	2021-09-15, 2021-09-16, 2021-09-21	
	Étude détaillée du projet de loi n° 97, <i>Loi modifiant la Loi sur les normes d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie de certains appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures</i>	1	5:30	2021-09-22	
	Étude détaillée du projet de loi n° 21, <i>Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités</i>	5	24:05	2022-03-22, 2022-03-23, 2022-03-29, 2022-03-30, 2022-03-31	Mandat non terminé au 31 mars 2022
	Étude des crédits budgétaires 2021-2022	3	6:03	2021-04-29, 2021-05-05, 2021-05-06	

Mandats prévus au Règlement	Interpellation du député de Mont-Royal–Outremont au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : Les Québécois vont payer cher le prix des mauvaises décisions du gouvernement caquiste notamment en matière de tarifs d'énergie	1	2:00	2021-11-26	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2593-20210602 concernant le retrait des investissements publics dans le projet Galt	1	0:28	2021-09-28	
	Séance de travail - Organiser les travaux de la Commission	1	0:01	2021-12-01	

## Commission de l'aménagement du territoire

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 49, <i>Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives</i>	3	9:10	2021-04-20, 2021-04-21, 2021-04-22	
	Étude détaillée du projet de loi n° 49, <i>Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives</i>	18	90:05	2021-06-03, 2021-06-04, 2021-06-08, 2021-06-09, 2021-06-10, 2021-06-11, 2021-08-31, 2021-09-01, 2021-09-02, 2021-09-14, 2021-09-21, 2021-09-22, 2021-09-23, 2021-09-28, 2021-09-29, 2021-09-30, 2021-10-05, 2021-10-06	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 209, <i>Loi concernant la Ville de Saint-Tite</i>	1	2:14	2021-06-03	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 216, <i>Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau</i>	1	0:36	2021-06-03	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 214, <i>Loi concernant la Ville de Sutton</i>	1	2:02	2021-06-03	

	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 215, <i>Loi concernant la Municipalité de Nominique</i>	1	0:32	2021-06-03	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 200, <i>Loi concernant la Ville de Montréal</i>	1	0:40	2021-12-01	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 201, <i>Loi prolongeant le délai prévu à l'article 137 de la Charte de la Ville de Gatineau</i>	1	0:25	2021-12-01	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 202, <i>Loi concernant l'activité d'assureur de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) et la fusion par voie d'absorption de La Mutuelle des municipalités du Québec avec celle-ci</i>	1	2:19	2021-12-01	
	Étude des crédits budgétaires 2021-2022	4	8:32	2021-04-29, 2021-05-04, 2021-05-05, 2021-05-06	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'enjeu de la hausse des prix de l'immobilier et ses conséquences sur les ménages québécois	1	0:34	2021-04-13	
	Séance de travail - Poursuivre la discussion sur la possibilité que la commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur l'enjeu de la hausse des prix de l'immobilier et ses conséquences sur les ménages québécois	1	0:34	2021-04-20	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2881-20210930 concernant la mise en place de mesures visant à freiner la spéculation immobilière résidentielle	1	0:22	2021-10-21	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 248-20220203 concernant le développement prioritaire et soutien financier du projet de complexe sportif de l'école Mont-de-la-Salle de Laval	1	0:17	2022-02-17	

**Commission de la culture et de l'éducation**

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 93, <i>Loi visant à reconnaître le Collège militaire Royal de Saint-Jean comme établissement d'enseignement de niveau universitaire</i>	1	1:46	2021-05-25	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 81, <i>Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal</i>	1	2:48	2021-05-26	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 96, <i>Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français</i>	9	42:18	2021-09-21, 2021-09-22, 2021-09-23, 2021-09-28, 2021-09-29, 2021-09-30, 2021-10-05, 2021-10-06, 2021-10-07	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 9, <i>Loi sur le protecteur national de l'élève</i>	2	13:08	2022-01-18, 2022-01-19	
	Étude détaillée du projet de loi n° 93, <i>Loi visant à reconnaître le Collège militaire Royal de Saint-Jean comme établissement d'enseignement de niveau universitaire</i>	1	3:48	2021-05-27	
	Étude détaillée du projet de loi n° 81, <i>Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal</i>	1	3:35	2021-06-02	

Étude détaillée du projet de loi n° 96, <i>Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français</i>	24	106:52	2021-11-23, 2021-11-24, 2021-12-07, 2021-12-08, 2021-12-09, 2022-02-01, 2022-02-02, 2022-02-03, 2022-02-08, 2022-02-09, 2022-02-10, 2022-02-15, 2022-02-16, 2022-02-17, 2022-02-22, 2022-02-23, 2022-02-24, 2022-03-15, 2022-03-16, 2022-03-17, 2022-03-22, 2022-03-23, 2022-03-29, 2022-03-30	Mandat non terminé au 31 mars 2022
Étude détaillée du projet de loi n° 9, <i>Loi sur le protecteur national de l'élève</i>	4	10:27	2022-03-15, 2022-03-22, 2022-03-24, 2022-03-29	Mandat non terminé au 31 mars 2022
Étude des crédits budgétaires 2021-2022	4	11:02	2021-04-27, 2021-05-04, 2021-05-05, 2021-05-06	

Mandats prévus au Règlement	Interpellation de la députée de Saint-Laurent au ministre de l'Éducation sur le sujet suivant : Le bulletin de la rentrée du ministre de l'Éducation	1	2:00	2021-09-24	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2562-20210525 concernant la construction d'une troisième école primaire à L'Île-des-Sœurs	1	0:30	2021-09-14	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la scolarisation des enfants autistes et handicapés	1	0:32	2021-09-14	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2734-20210915 concernant la désignation du Quartier chinois de Montréal en tant que site patrimonial	1	0:28	2021-09-28	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:14	2021-10-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la scolarisation des enfants autistes et handicapés (suite)	1	0:11	2021-10-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant le processus de nomination des dirigeants des sociétés d'État sous la responsabilité de la ministre de la Culture et des Communications	1	0:24	2021-11-03	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant le manque de services professionnels pour les élèves et la privatisation croissante de ces services	1	0:20	2021-11-04	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 261-20220210 concernant l'interdiction de la pesée dans les cégeps	1	0:22	2022-02-17	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 280-20220217 concernant la reconnaissance officielle du Tartan « Plaid du Québec »	1	0:19	2022-03-17	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 393-20220316 concernant le maintien du projet d'agrandissement du Collège Dawson	1	0:30	2022-03-30	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 394-20220316 concernant l'ajout du programme « Techniques de travail social » dans la liste des programmes admissibles aux bourses Perspective Québec	1	0:18	2022-03-30	

**Commission de l'économie et du travail**

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 100, <i>Loi sur l'hébergement touristique</i>	2	10:03	2021-08-24, 2021-08-25	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 103, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif</i>	2	9:15	2021-11-02, 2021-11-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 14, <i>Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail</i>	2	6:26	2022-02-01, 2022-02-02	
	Étude détaillée du projet de loi n° 59, <i>Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail</i>	27	140:22	2021-04-01, 2021-04-13, 2021-04-15, 2021-04-20, 2021-04-22, 2021-05-11, 2021-05-12, 2021-05-13, 2021-06-01, 2021-06-03, 2021-06-04, 2021-06-08, 2021-06-09, 2021-06-10, 2021-06-11, 2021-08-17, 2021-08-18, 2021-08-19, 2021-08-26,	

			2021-08-31, 2021-09-01, 2021-09-02, 2021-09-14, 2021-09-15, 2021-09-16, 2021-09-21, 2021-09-22	
Étude détaillée du projet de loi n° 78, <i>Loi visant principalement à améliorer la transparence des entreprises</i>	3	12:53	2021-05-25, 2021-05-26, 2021-05-27	
Étude détaillée du projet de loi n° 100, <i>Loi sur l'hébergement touristique</i>	4	14:52	2021-09-23, 2021-09-28, 2021-09-29, 2021-09-30	
Étude détaillée du projet de loi n° 103, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif</i>	7	24:34	2021-11-10, 2021-11-11, 2021-11-23, 2021-11-24, 2021-11-25, 2021-11-30, 2021-12-01	
Étude détaillée du projet de loi n° 14, <i>Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail</i>	3	8:01	2022-02-15, 2022-02-16, 2022-02-17	
Étude des crédits budgétaires 2021-2022	5	11:18	2021-04-27, 2021-04-28, 2021-04-29, 2021-05-05, 2021-05-06	

Mandats prévus au Règlement	Interpellation du député de Nelligan au ministre des Finances sur le sujet suivant : Les difficultés du gouvernement caquiste à livrer des services, notamment des soins de santé et l'absence de mesures structurantes dans le budget 2021-2022 pour contrer la pénurie de main-d'œuvre	1	2:01	2021-04-16	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant le soutien au milieu communautaire québécois dans le contexte de la crise sanitaire et à la lumière de la situation urgente vécue par les plus vulnérables de la société	1	0:31	2021-04-20	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'accessibilité des personnes handicapées aux commerces de proximité	1	0:20	2021-04-22	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 2710-20210914 concernant le maintien du projet de l'usine Nemaska Lithium sur l'actuel site de Shawinigan	1	0:26	2021-09-28	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative relativement au processus de la vente de North American Lithium à Sayona Mining et organiser les travaux de la commission suite à la prorogation	1	0:30	2021-11-04	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition no 162-20211202 concernant le rétablissement de l'équité entre les distilleries et les autres producteurs d'alcool	1	0:18	2022-02-09	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant la gestion du Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE)	1	0:18	2022-02-09	

## Commission des finances publiques

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 95, <i>Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives</i>	2	6:44	2021-05-25, 2021-05-26	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 3, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier</i>	1	4:16	2021-11-09	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 6, <i>Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions</i>	2	7:34	2021-11-23, 2021-11-24	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 4, <i>Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives</i>	2	8:08	2022-01-18, 2022-01-19	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 12, <i>Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics</i>	3	12:58	2022-03-15, 2022-03-16, 2022-03-17	
	Étude détaillée du projet de loi n° 74, <i>Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures</i>	2	3:22	2021-04-20, 2021-04-21	
	Étude détaillée du projet de loi n° 82, <i>Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 10 mars 2020</i>	3	11:44	2021-05-11, 2021-05-12, 2021-05-13	
	Étude détaillée du projet de loi n° 60, <i>Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions</i>	1	1:23	2021-04-01	
	Étude détaillée du projet de loi n° 90, <i>Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions</i>	1	4:11	2021-06-01	

	Étude détaillée du projet de loi n° 95, <i>Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives</i>	2	8:46	2021-06-02, 2021-06-03	
	Étude détaillée du projet de loi n° 6, <i>Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions</i>	1	4:07	2021-11-25	
	Étude détaillée du projet de loi n° 3, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier</i>	2	4:41	2021-11-30, 2021-12-01	
	Étude détaillée du projet de loi n° 5, <i>Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2021 et à certaines autres mesures</i>	2	3:54	2021-12-02, 2021-12-08	
	Étude détaillée du projet de loi n° 12, <i>Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics</i>	2	11:30	2022-03-29, 2022-03-30	Mandat non terminé au 31 mars 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 17, <i>Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2021 et modifiant d'autres dispositions</i>	2	5:08	2022-02-15, 2022-02-16	
	Entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 219, <i>Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal</i>	3	6:15	2021-06-09, 2021-06-10, 2021-06-11	
	Étude des crédits budgétaires 2021-2022	2	12:12	2021-04-27, 2021-05-04	
Mandats prévus au Règlement	Interpellation du leader parlementaire du troisième groupe d'opposition au ministre des Finances sur le sujet suivant : Le manque de vision du gouvernement caquiste pour aider les familles québécoises à faire face à l'augmentation du coût de la vie	1	2:01	2022-03-18	
	Interpellation du député de Robert-Baldwin au ministre des Finances sur le sujet suivant : L'incertitude économique à laquelle est confronté le Québec	1	2:01	2022-03-25	

	Poursuite du débat sur le discours du budget	3	9:59	2021-04-13, 2021-04-14, 2021-04-15	
	Poursuite du débat sur le discours du budget	1	4:02	2022-03-31	Mandat non terminé au 31 mars 2022
	Étude de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	2	1:59	2021-12-02, 2021-12-07	
<b>Organisation générale</b>	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2548-20210511 sur le changement des modalités encadrant les acquisitions gouvernementales afin de favoriser l'achat local	1	0:26	2021-09-14	

## Commission des institutions

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 86, <i>Loi concernant la dévolution de la couronne</i>	1	2:14	2021-05-25	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 92, <i>Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières</i>	2	10:10	2021-10-26, 2021-10-27	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 7, <i>Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale</i>	1	1:15	2021-11-10	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 2, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil</i>	4	19:14	2021-11-30, 2021-12-01, 2021-12-02, 2021-12-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 24, <i>Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve</i>	2	3:04	2022-02-16, 2022-02-17	
	Étude détaillée du projet de loi n° 64, <i>Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels</i>	11	51:12	2021-04-14, 2021-04-21, 2021-05-11, 2021-05-12, 2021-05-13, 2021-05-27, 2021-06-08, 2021-06-09, 2021-08-17, 2021-08-18, 2021-08-24	

Étude détaillée du projet de loi n° 84, <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i>	5	19:20	2021-04-01, 2021-04-13, 2021-04-15, 2021-04-20, 2021-04-22
Étude détaillée du projet de loi n° 86, <i>Loi concernant la dévolution de la couronne</i>	1	2:21	2021-06-01
Étude détaillée du projet de loi n° 92, <i>Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières</i>	6	25:12	2021-11-02, 2021-11-03, 2021-11-04, 2021-11-09, 2021-11-10, 2021-11-11
Étude détaillée du projet de loi n° 7, <i>Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale</i>	3	16:18	2021-12-07, 2021-12-08, 2021-12-09
Étude détaillée du projet de loi n° 16, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives afin de mettre en œuvre les Conventions complémentaires n° 22 et n° 27 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois</i>	1	0:34	2022-02-03
Étude détaillée du projet de loi n° 24, <i>Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve</i>	2	4:51	2022-02-22, 2022-02-24
Étude des crédits budgétaires 2021-2022	5	16:58	2021-04-27, 2021-04-28, 2021-04-29, 2021-05-05, 2021-05-06

Mandats conférés par une loi	Étude et approbation du <i>Règlement modifiant le Règlement sur les conditions d'exercice des fonctions de directeur de scrutin</i>	1	0:51	2021-09-14	
	Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale	1	1:01	2021-10-07	Mandat non terminé au 31 mars 2022
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2780-20210923 concernant l'opposition au passeport vaccinal obligatoire	1	0:06	2021-10-06	
	Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:04	2021-11-04	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'accessibilité à la justice	1	0:20	2021-11-04	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 107-20211124 concernant le retrait de certains articles au projet de loi n° 2, <i>Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil</i>	1	0:27	2022-02-02	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 249-20220203 concernant la réforme du droit de la famille et maintien des droits des grands-parents	1	0:26	2022-02-16	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 269-20220215 concernant la modification de l'article 1074.2 du <i>Code civil du Québec</i> relativement à l'indemnisation des sinistres en copropriété	1	0:23	2022-03-15	

## Commission des relations avec les citoyens

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 79, <i>Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement</i>	1	3:07	2021-04-01	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 101, <i>Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux</i>	3	13:23	2021-09-28, 2021-09-29, 2021-09-30	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 1, <i>Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement</i>	3	15:03	2021-11-23, 2021-11-24, 2021-11-25	
	Étude détaillée du projet de loi n° 79, <i>Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement</i>	6	25:02	2021-04-22, 2021-05-11, 2021-05-12, 2021-05-13, 2021-05-26, 2021-05-27	
	Étude détaillée du projet de loi n° 101, <i>Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux</i>	8	29:59	2021-10-21, 2021-10-26, 2021-10-27, 2021-10-28, 2022-02-17, 2022-02-23, 2022-03-15, 2022-03-22	

	Étude détaillée du projet de loi n° 1, <i>Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement</i>	14	57:08	2022-02-01, 2022-02-02, 2022-02-03, 2022-02-08, 2022-02-09, 2022-02-10, 2022-02-15, 2022-02-16, 2022-02-22, 2022-02-23, 2022-03-15, 2022-03-16, 2022-03-22, 2022-03-23
	Étude des crédits budgétaires 2021-2022	5	15:19	2021-04-27, 2021-04-28, 2021-04-29, 2021-05-04, 2021-05-06
<b>Mandats prévus au Règlement</b>	Interpellation du député de LaFontaine au ministre de la Famille sur le sujet suivant : Le mirage du gouvernement caquiste et son inaction en matière de services de garde, un bilan négatif depuis 3 ans	1	2:00	2021-11-05
<b>Organisation générale</b>	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2387-20210323 concernant la mise en place de mesures visant à améliorer les conditions sociales et économiques des résidents de l'arrondissement de Montréal-Nord	1	0:21	2021-04-13
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance pour les enfants handicapés ou sous le spectre de l'autisme ainsi qu'aux mesures disponibles pour ces enfants	1	0:25	2021-05-27

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2625-20210610 concernant la pénurie de places en services de garde éducatifs à l'enfance	1	0:23	2021-09-14	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 2738-20210916 et 2739-20210916 concernant l'implication des comités de résidents dans l'évaluation des résidences privées pour aînés (RPA)	1	0:18	2021-09-29	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 400-20220317 concernant la subvention de toutes les places en service de garde au Québec	1	0:23	2022-03-31	

**Commission de la santé et des services sociaux**

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 83, <i>Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire</i>	2	7:56	2021-04-14, 2021-04-21	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 11, <i>Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre</i>	3	12:31	2022-02-01, 2022-02-02, 2022-02-03	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 15, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives</i>	4	17:57	2022-02-08, 2022-02-09, 2022-02-10, 2022-02-15	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 28, <i>Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire</i>	1	4:14	2022-03-31	Mandat non terminé au 31 mars 2022
	Étude détaillée du projet de loi n° 83, <i>Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire</i>	4	12:25	2021-06-01, 2021-06-02, 2021-06-04, 2021-06-08	
	Étude détaillée du projet de loi n° 15, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives</i>	11	43:02	2022-02-22, 2022-02-23, 2022-02-24, 2022-03-15, 2022-03-16, 2022-03-17, 2022-03-22, 2022-03-23, 2022-03-24, 2022-03-29, 2022-03-30	Mandat non terminé au 31 mars 2022

	Étude des crédits budgétaires 2021-2022	2	8:13	2021-04-28, 2021-04-29	
	Consultations particulières et auditions publiques sur la vaccination obligatoire contre la COVID-19 du personnel soignant du réseau de la santé et d'autres catégories de travailleurs qui sont en contact prolongé avec les citoyens	2	13:14	2021-08-26, 2021-08-27	
<b>Mandats prévus au Règlement</b>	Interpellation du député de D'Arcy-McGee au ministre délégué de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : L'augmentation des besoins en santé mentale, notamment en raison de la détresse causée par la pandémie, et les actions à prendre pour remédier aux délais d'attente	1	2:01	2021-05-28	
	Interpellation du député de Nelligan au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : Manque d'anticipation, incohérence et volte-face : les Québécois font les frais de la gestion de la pandémie de la COVID-19 par le gouvernement caquiste	1	2:00	2022-02-11	
<b>Organisation générale</b>	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative portant sur le passeport vaccinal	2	0:49	2021-05-27, 2021-06-09	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 119-20211125 concernant la réouverture des lits à l'hôpital de La Sarre	1	0:27	2022-02-10	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 184-20211209 concernant la modernisation du cadre législatif entourant la pratique des sages-femmes	1	0:20	2022-02-10	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 239-20220202 concernant le maintien des services d'urgences de Senneterre	1	0:22	2022-02-17	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 263-20220210 concernant la réouverture du service d'obstétrique de l'Hôpital du Pontiac à Shawville	1	0:23	2022-02-24	

## Commission des transports et de l'environnement

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque	
Mandats confiés par l'Assemblée	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 88, <i>Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives</i>	3	12:24	2021-04-13, 2021-04-14, 2021-04-15	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 102, <i>Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission</i>	3	8:46	2021-11-23, 2021-11-24, 2021-11-25	
	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 22, <i>Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions</i>	2	8:10	2022-03-15, 2022-03-16	
	Étude détaillée sur le projet de loi n° 88, <i>Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et d'autres dispositions législatives</i>	9	52:32	2021-05-25, 2021-05-26, 2021-06-01, 2021-06-02, 2021-06-03, 2021-06-04, 2021-06-08, 2021-06-09, 2021-06-10	

<p>Étude détaillée du projet de loi n° 102, <i>Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission</i></p>	<p>17</p>	<p>73:17</p>	<p>2021-12-02, 2021-12-03, 2021-12-07, 2021-12-08, 2021-12-09, 2022-01-17, 2022-01-18, 2022-01-19, 2022-01-20, 2022-02-01, 2022-02-03, 2022-02-08, 2022-02-09, 2022-02-10, 2022-02-15, 2022-03-17, 2022-03-22</p>	
<p>Étude détaillée du projet de loi n° 22, <i>Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions</i></p>	<p>2</p>	<p>3:54</p>	<p>2022-03-23, 2022-03-24</p>	<p>Mandat non terminé au 31 mars 2022</p>
<p>Étude des crédits budgétaires 2021-2022</p>	<p>4</p>	<p>9:47</p>	<p>2021-04-27, 2021-04-28, 2021-05-04, 2021-05-05</p>	

Mandats prévus au Règlement	Interpellation du député des Îles-de-la-Madeleine à la ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal sur le sujet suivant : Les projets de transport en commun dans l'est de Montréal	1	2:01	2021-04-23	
	Interpellation de la députée de Taschereau au ministre des Transports sur le sujet suivant : L'absence de vision du gouvernement caquiste pour le développement du transport dans le Québec du 21e siècle	1	1:56	2021-10-01	
	Interpellation du député de Robert-Baldwin au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : L'absence de leadership du gouvernement caquiste dans la Lutte aux changements climatiques et la nécessité de miser sur une économie verte pour la vitalité des régions du Québec.	1	1:59	2021-10-29	
	Interpellation de la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le sujet suivant : Le laxisme du gouvernement de la CAQ dans la protection de la qualité de l'air des citoyens et citoyennes du Québec	1	1:59	2022-02-18	
Organisation générale	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2504-20210422 concernant la mise en place d'une solution écoresponsable pour le recyclage des masques jetables	1	0:29	2021-05-25	
	Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative afin d'entendre notamment le directeur du Bureau de projet du tunnel Québec-Lévis, monsieur Frédéric Pellerin	1	0:23	2021-06-02	

Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2742-20210916 concernant la tenue d'une étude d'impact préalablement à la réalisation du projet de plateforme de transbordement de Ray-Mont Logistiques	1	0:28	2021-09-29	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 2708-20210914 concernant la modification des plans de conception du nouveau pont de l'Île-aux-Tourtes afin d'y inclure une voie pour une ligne du REM	1	0:28	2021-09-23	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 57-20211028 concernant l'annulation du projet de règlement visant à hausser la norme sur le nickel et d'organiser les travaux de la Commission suite à la prorogation	1	0:29	2021-11-11	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 246-20220203 concernant la carboneutralité du réseau de la santé et des services sociaux d'ici 2040	1	0:19	2022-02-17	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 240-20220202 concernant la fin des travaux du REM de l'Est et de l'analyse des besoins en transport collectif	1	0:22	2022-02-16	
Séance de travail - Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition numéro 262-20220210 concernant le transport aérien régional et le soutien à la création de la Coopérative de Transport Régional du Québec	1	0:22	2022-02-24	

**Commission spéciale sur l'évolution de la Loi concernant les soins de fin de vie**

Mandat	Séances	Durée	Dates	Remarque
Mandats confiés par l'Assemblée	20	76:12	2021-05-14, 2021-05-14, 2021-05-18, 2021-05-18, 2021-05-19, 2021-05-19, 2021-05-20, 2021-05-20, 2021-05-21, 2021-05-25, 2021-05-25, 2021-05-28, 2021-05-28, 2021-08-09, 2021-08-10, 2021-08-11, 2021-08-12, 2021-08-18, 2021-08-19, 2021-08-23	
Organisation générale				
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:57	2021-04-16	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:24	2021-04-30	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:52	2021-05-31	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:54	2021-06-07	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:33	2021-06-14	
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:41	2021-06-21	

Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:09	2021-06-16
Séance de travail - Procéder à une formation à l'intention des membres de la Commission	1	2:13	2021-06-28
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:19	2021-08-09
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:52	2021-08-16
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:55	2021-08-17
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:53	2021-08-25
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:58	2021-08-26
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:54	2021-08-27
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:50	2021-08-30
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:56	2021-08-31
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:57	2021-09-01
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:52	2021-09-14
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:52	2021-09-20
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:58	2021-09-27
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	2:01	2021-09-17
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:51	2021-10-01
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	2:02	2021-10-08
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:06	2021-11-08

Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:05	2021-11-05
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:11	2021-11-01
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:42	2021-10-25
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:27	2021-10-22
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:18	2021-11-12
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:01	2021-11-15
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	0:23	2021-11-29
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:43	2021-10-14
Séance de travail - Organisation des travaux de la Commission	1	1:11	2021-10-18
Séance de travail - Préparer le dépôt du rapport	1	0:28	2021-12-06

DIRECTION DES COMMISSIONS  
PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May  
3<sup>e</sup> étage  
1035 rue des Parlementaires  
Québec (Québec) G1A 1A3  
Téléphone : 418 643-2722  
[commission@assnat.qc.ca](mailto:commission@assnat.qc.ca)